

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT

SOMMAIRE DU N° 11

<i>La Lutte des Classes et la Révolution russe....</i>	Boukharine.
<i>Lénine d'après Gorki.....</i>	Georges Sorel.
<i>Le Parti socialiste italien et la Révolution....</i>	Jacques Mesnil.
<i>Le deuxième Congrès de l'Internationale Com- muniste</i>	Zinoviev.
<i>F. Engels et la Tactique communiste (Lettres inédites).</i>	
<i>Le Début d'une nouvelle Ere Communiste en France</i>	Ch. Rappoport.
<i>Le Mouvement Communiste International (Bel- gique, Espagne).</i>	
<i>Documents.</i>	

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 41-89

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

50 numéros	FRANCE	25 francs
50 numéros	ÉTRANGER	30 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à :

René REYNAUD

123, rue Montmartre. — PARIS

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

Six mois....	5 francs	—	Un an....	10 francs
Six mois....	6 francs	—	Un an....	12 francs

FRANCE
EXTÉRIEUR

2^e année

N^o 11

Janvier 1921

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

La Lutte des Classes

ET LA REVOLUTION RUSSE

La course effrénée de la Révolution russe, le changement continu des tableaux historiques les plus grandioses, la lutte tragique du prolétariat qui tantôt, vainqueur, passe au premier plan, tantôt, sous les rires de triomphe de la canaille bourgeoise, est traiteusement proclamé libre comme un oiseau sur la branche — tout cela démontre qu'il n'est pas possible que la révolution russe remporte la victoire définitive sans victoire de la révolution internationale.

Aucune des révolutions précédentes n'a été aussi assujettie aux événements extérieurs. La guerre mondiale qui a déchiré tous les liens économiques, qui a poussé jusqu'au paroxysme les antagonismes entre les Etats et qui a amené l'effondrement de la II^e Internationale, cette guerre a très étroitement lié le sort de chaque pays au sort des autres.

La victoire du socialisme est l'unique salut pour le monde, dont la chair est mutilée et saignée à blanc. Mais, sans la révolution prolétarienne en Europe, il est impossible que le prolétariat socialiste de Russie remporte une victoire durable.

(1) Karl Marx : « Les luttes de classes en France, de 1848 à 1850 », Berlin, 1911, p. 85.

Marx avait écrit à propos de la France des années 1848-1850 : « Le problème de la révolution socialiste ne sera pas résolu en France, il sera proclamé en France. Il ne sera résolu nulle part entre les murs d'une nation. La solution de ce problème ne commencera qu'au moment où le prolétariat sera poussé par la guerre mondiale à la tête du peuple qui est le maître du marché mondial (à la tête de l'Angleterre ».) *Mutatis mutandis*, ceci est encore valable pour la situation actuelle.

Les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Même dans la Russie arriérée, seul le prolétariat peut monter sur cette locomotive comme le seul conducteur qui ne puisse être remplacé. Mais, le prolétariat ne peut pas rester toujours dans les limites des conditions du pouvoir de la société bourgeoise. Il cherche à arriver au pouvoir et au socialisme. Cependant, ce problème qui en Russie aussi « est posé » ne sera pas résolu « entre les murs de la nation ». Ici, la classe ouvrière se heurte contre une muraille indestructible qui ne pourra être forcée que par l'assaut de la révolution ouvrière internationale.

Et ce n'est qu'autant que le prolétariat en a conscience et se groupe autour de l'organisation de classe du socialisme international, qu'il est, non seulement dans ses intentions, mais aussi en fait, une force révolutionnaire formatrice du monde.

Et c'est précisément la nécessité absolue d'un tel développement que nous voulons démontrer.

Les groupements de classe jusqu'en mars 1917

Lorsque, en novembre 1905, le Soviet des délégués des ouvriers de Pétrograd avait déclaré le boycott financier au pouvoir du tsar et lorsqu'il avait invité, dans l'été de 1906, la première Douma, que le tsar avait dissoute, à ne pas voter les impôts et les taxes, la caisse de l'empire russe éprouva les plus grandes difficultés. La rente de l'Etat était tombée très bas. Il y eut presque une panique financière. Kokovtzeff s'était empressé d'aller à l'étranger pour cher-

cher une aide qu'il y trouva. Quelques démocrates naïfs invoquaient en vain les glorieuses traditions de la République et de la Révolution. Les banquiers de la République française en personne avaient sauvé le trône du despote sanglant. Dans la balance capitaliste, un intérêt élevé pesait plus que la gloire républicaine. *Les banquiers français ont aidé le tsar à étouffer la révolution russe.*

Au temps de Nicolas II, la classe dominante, au sens propre du mot, c'est-à-dire la classe qui tenait entre ses mains le gouvernail de l'Etat, la classe des grands propriétaires fonciers avait un caractère mi-féodal. Ces messieurs n'avaient point que leurs propres affaires à gérer. Ils avaient hérité de leurs pères et de leurs grands-pères, propriétaires des serfs, d'énormes biens fonciers et, profitant du fait que la terre manquait de plus en plus aux paysans, ils ont préféré donner leurs terres aux paysans, aux prolétaires et recevoir d'eux, en échange, un fermage écrasant et leur imposer une situation de serf. Bien qu'étant de gros propriétaires fonciers, ils cherchaient à réaliser dans l'agriculture la petite exploitation et ainsi pressuraient de mille manières différentes le paysan pauvre. En tant que classe de parasites par excellence, ils avaient un revenu assuré et fixe, car l'énorme demande de la terre de la part des paysans sans terre élevait constamment le prix du fermage. Conserver leur droit sacré à la terre, voilà quel était le principal désir de cette classe. Ce désir, né dans la chair des propriétaires des serfs, ne pouvait être qu'ultra-réactionnaire. On considérait avec raison, comme idéologue de cette classe, le délégué à la Douma, Markoff II, pour qui la potence et le knout constituaient la base idéale de l'Empire russe. Pourichkevitch était leur agitateur politique, qui daignait se servir dans son jargon politique habituel des jurons russes les plus vulgaires. Les couches supérieures de l'organisation de cette classe, à l'exception du pouvoir d'Etat, s'appuyaient sur les « assemblées de noblesse réunie », dont les membres inférieurs étaient recrutés parmi les rebuts de la société, qui pullulaient dans les repaires de voleurs, les

bordels et les maisons de thé de l' « Union populaire russe ».

« L'honorable noblesse » était le premier soutien du trône, tandis que la bourgeoisie industrielle ne participait au pouvoir que d'une manière limitée. Une seule des fractions bourgeoises, notamment celle qui était très étroitement liée au gouvernement par les commandes de l'Etat et par les opérations financières, fraction qui prospérait malgré le peu de connaissances techniques qu'elle possédait, grâce au pillage des « biens nationaux », organisée d'accord avec l'Etat, — cette fraction seule faisait partie de l'appareil administratif du pays. La bourgeoisie *progressive au point de vue technique*, qui était représentée quant à son idéologie par la « société libérale », formait l'opposition de Sa Majesté » et se plaignait amèrement du « manque d'initiative », des « obstacles que l'on opposait à l'initiative privée », du peu de liberté accordée pour développer les forces vives du pays. »

La petite bourgeoisie et la population paysanne non seulement n'avaient aucune influence sur le cours des « affaires d'Etat », mais encore étaient opprimées et persécutées toutes les fois qu'elles essayaient de manifester publiquement leur opinion. La classe paysanne était (et est encore aujourd'hui) formée par des paysans pauvres qui possédaient des petits morceaux de terre, qui cultivaient la terre prise en fermage et qui, périodiquement souffraient de la famine, en donnant toutes leurs forces aux propriétaires fonciers et à l'Etat. La famine et simplement la faim sont la principale caractéristique de leur existence. Ils sont caractérisés par la volonté d'obtenir la terre qui appartient aux propriétaires fonciers aussi bien que ceux-ci sont caractérisés par la volonté de conserver la terre à leur entière disposition.

Si, sous le règne de Nicolas II, les propriétaires fonciers formaient la classe d'opresseurs par excellence, le *prolétariat* était la classe opprimée par excellence, et ceci non pas parce que le niveau d'existence de la classe ouvrière était plus bas que celui de la classe paysanne — dans bien

des cas, il était certainement supérieur, — mais parce que la classe ouvrière avait fait déjà depuis longtemps son entrée dans l'arène de la lutte politique. Elle y était venue en pionnier de la Révolution, comme source de l'énergie révolutionnaire. Et, pour cette raison, tout le poids des représailles tomba surtout sur le prolétariat.

Pendant la période de 1907 jusqu'à 1914, c'est-à-dire après la révolution de 1905-1907, noyée dans le sang des insurgés de décembre à Moscou et après que la vague de représailles se fut déversée sur la Russie tout entière, la méthode révolutionnaire pour la solution des contradictions de la vie russe passa momentanément au second plan. Mais, quand même, une série de changements s'était effectuée dans la base même de la vie sociale, dans son économie.

Dans le domaine de la *production* agricole, les éléments capitalistes étaient devenus notablement plus forts. La mobilisation du pays s'était traduite par le passage entre les mains des paysans aisés d'une partie des terres appartenant aux seigneurs. Les représentants de la « noblesse honorable », effrayés par le mouvement agraire, avaient liquidé par-ci, par-là leurs biens familiaux, en les vendant (directement, ou, mieux encore, par l'intermédiaire des banques agraires) à la bourgeoisie paysanne ou aux paysans aisés. D'autre part, le renforcement de la mince couche de la « haute société » paysanne devint plus intense, grâce aux « lois agraires » de Stolypine.

Cet homme d'Etat, qui a bien mérité le nom de bourreau, qui a dressé des potences dans tout le pays, qui nourissait sur son sein de policier le fameux Azeff, qui a élevé le système d'espionnage et de provocation à la hauteur d'un principe fondamental de l'Etat et qui a péri lui-même victime de ce système, cet homme essayait en vain de jouer le rôle d'un Bismarck russe, dont il ne se distinguait que par le manque de compréhension (ce qui d'ailleurs n'empêchait point les représentants du libéralisme russe, MM. Strouvé et Isgoïeff de se prosterner respectueusement

devant la botte de ce héros). Partisan de la politique ouvertement cynique de la « pression sur la loi », Stolypine essaya de jouer son « va-tout sur les forts » et, par sa loi du 9 novembre, en enlevant la terre aux municipalités, il croyait donner à côté de la noblesse un « appui paysan au trône » dans la classe des « suceurs de sang ». Stolypine perdit au jeu, mais sa politique a certainement rendu plus puissantes les couches paysannes capitalistes au village.

Le changement des conditions du marché agricole mondial eut une importance encore plus grande. La crise agricole qui, depuis les années quatre-vingt du siècle dernier, accablait l'agriculture européenne et qui était déterminée par l'importation du blé à bon marché d'outre-mer, s'était affaiblie. A la baisse extraordinaire des prix succéda une hausse encore plus inouïe. Les agriculteurs européens respirèrent haleine. La hausse, ce fléau pour le prolétariat des villes, est la source des plus grands profits pour ceux qui détiennent le monopole de l'agriculture. Le commerce d'exportation du froment et le développement de l'agriculture capitaliste étaient devenus plus avantageux que l'extorsion de fermage. Ainsi, le changement de conditions au marché mondial eut pour conséquence l'augmentation d'exportation, l'organisation technique du commerce d'exportation en grand (on construisait des élévateurs suivant le modèle américain et l'introduction par les propriétaires fonciers d'une exploitation agricole rationnelle capitaliste. Ainsi, le vieux et primitif propriétaire foncier se transforma en un « agriculteur » moderne. Le partisan du servage passa au second plan, devant le propriétaire foncier capitaliste « civilisé » et « instruit », qui s'entendait aussi bien dans les machines agricoles que dans les nitrates du Chili ; l'extorsion du fermage était remplacée peu à peu par le système perfectionné d'exploitation du travail salarié ; le pillage des serfs céda la place au système capitaliste et la lourde figure de Markoff II fut remplacée par le « prince Lwow », parfumé et ganté de blanc.

Dans le domaine de l'industrie naquit et se forma, pen-

dant la contre-révolution de 1907 jusqu'à 1914, le capital financier qui créa des syndicats et des trusts, qui les réunit aux banques et ainsi enserra toute une série de branches industrielles dans un cercle étroit et solide de monopoles. Le capital financier russe avait pour parrain *le capital financier de « l'étranger »* : le capital français, allemand, anglais, belge ; son essence et sa personnalité « travaillaient » en Russie sous la forme de directeurs d'entreprises et de banques étrangères et ont contribué beaucoup au développement rapide des nouvelles formes d'organisation du capital européen et américain. Avec le capital financier, il se forma une bourgeoisie jusqu'alors inconnue, la *bourgeoisie impérialiste* qui était politiquement représentée par le « parti de la liberté du peuple ». L'ancienne opposition libérale, qui s'appuyait sur la bourgeoisie techniquement progressive, s'était transformée en parti de l'impérialisme belliqueux et le professeur libéral, plein de bonhomie et de sympathie pour le peuple, professeur dans le genre des Tchroupoff ou des Kabloukoff, était devenu le défenseur malveillant de la puissance, l'adorateur du dieu Etat et surtout de ses attributs militaires. Le mot d'ordre « Grande Russie » (« grande » signifie, dans ce cas, qu'elle opprime tous les petits peuples et, si possible les grands aussi), copié sur le modèle allemand (« Grossdeutschland »), l'agitation panslaviste, la propagande de plus en plus intense en faveur de la création des « biens de culture nationale » (en premier lieu de l'armée et de la flotte) et en faveur de la « manifestation de la personnalité nationale » — tout ce charlatanisme impérialiste avait trouvé son premier apôtre dans la personne du renégat socialiste, Pierre Strouvé. La collection « Les anciens », la revue « L'idée russe », la petite association « La Science », personnifiée par M. Strouvé avec « L'industrie », personnifiée par le chef et mécène P. Riabouchinski, de Moscou, commencèrent à servir de forteresses à la théorie de l'impérialisme russe. Son chef politique notoire était le chef du parti des cadets, le pro-

fesseur Milioukoff. On dit, en effet, avec raison que l'on peut trouver un professeur pour toute basse besogne.

Ainsi se développait, sous les ailes de la contre-révolution qui faisait rage, l'opposition impérialiste du « capitalisme progressif », s'appuyant sur les propriétaires fonciers « instruits et civilisés » et sur le capital financier.

Dès le printemps 1911 l'on voyait, derrière l'élan qui se manifestait déjà dans l'industrie, la classe ouvrière recommencer la lutte économique. Toujours de plus en plus animée, cette lutte prenait un caractère politique très net. Dans les années 1913 et 1914, le nombre de grévistes atteignait presque le nombre de grévistes de l'année « folle » 1905. Et tandis que les démons gonflaient le parti impérialiste et patriote des libéraux, on voyait nettement qu'une nouvelle vague révolutionnaire allait déferler sur le pays. Pétrograd érigeait des barricades. Et cela se passait précisément au moment où le Président de la République française, M. Poincaré, venait rendre visite au tsar à propos de la préparation à la nouvelle guerre. Et son oreille républicaine percevait le cri du prolétariat de Pétrograd : « A bas le tsar ! »

Mais la guerre mondiale brisa la révolution en automne 1914. Le massacre, préparé par les bourreaux couronnés des pays « civilisés » donne partout une force énorme au militarisme. La terreur militaire met les fers aux prolétaires insoumis. La faillite de la II^e Internationale et la trahison de la social-démocratie opportuniste affaiblissent la volonté révolutionnaire. Les convoitises impérialistes de la classe dominante rendent possible un bloc très étroit, en réunissant les anciens seigneurs à leurs adversaires « instruits ». Cela vaut-il la peine de se préoccuper de différences d'opinion, lorsque la cause commune des rapines internationales est en jeu ? Ne faut-il point avant tout tuer ensemble le gibier savoureux et ensuite seulement se le partager ? Est-ce qu'alors ce n'est pas un devoir « sacré » pour tous de former un front unique des propriétaires en cas de « révolte des esclaves » ?

Ainsi fut créée l'union sacrée dont le nom seul sent à 10 kilomètres l'écurie des hobereaux. L'idylle avait atteint son apogée lorsque le cadet Milioukoff embrassa publiquement, « à la terreur de l'ennemi », le général Pourichkévitch, rejeton de la même organisation qui avait jadis frappé, par le bras des assassins à gages, le crâne des collègues de M. Milioukoff, de Jollos et de Herzenstein. Toutefois, cette fête du pardon vraiment chrétien avait une profonde signification sociale : c'était le serment solennel d'une bande de brigands, dont les membres se juraient fidélité l'un à l'autre au nom du sang qu'ils ont versé au cours de leurs discordes antérieures. C'est, en effet, Milioukoff lui-même qui proclamait, à propos des Dardanelles, qu'il s'agissait bien de rapines. Ce coryphée de l'impérialisme russe qui avait déjà depuis longtemps l'accès au Ministère des Affaires étrangères de l'Empire, exposait un « programme de guerre » qui était assez sincère et qui préconisait la prise de possession de la Galicie, de Posen, d'une partie de la Prusse orientale, de Constantinople, et des Dardanelles, d'Andrinople, de la rive de la mer de Marmara, de l'Arménie turque, etc. *Les convoitises impérialistes du capital financier s'accordaient avec la rapacité féodale du tsarisme. La communauté des buts les avait réunis en un bloc.*

Cependant ce bloc n'offre qu'un caractère temporaire ; non pas, sans doute, en raison de l'amour de la bourgeoisie pour la liberté, mais parce que les partisans du servage se sont rendu compte que l'Etat n'est qu'un instrument du capital financier. Au fond, les propriétaires féodaux sont une classe qui se tient en dehors de la sphère du travail productif ; la « fonction sociale » de ses gentilshommes consiste à gaspiller et à dilapider les sommes qu'ils ont acquises en dévalisant sans pitié les paysans et on peut évaluer exactement le degré de leur « culture » par la position géographique des restaurants où ils font bonne chère et par la nationalité de leurs cocottes. Si cela est vrai pour toute la classe des partisans du servage, ce l'est encore plus

en ce qui concerne sa partie qualifiée et la « cour ». La cour de Nicolas II était un véritable bordel de corruption effrénée et contre nature, où l'érotisme malsain s'agrémentait de délire religieux et où les services divins alternaient avec les orgies extravagantes. Les sommets de l'administration de l'Etat étaient au fond une copie exacte des bordels d'apaches tenus par Viéra Tchébériak.

Et pendant qu'au sommet de l'échelle sociale se jouaient, l'un après l'autre, les différents actes du drame commun dont chacun avait son nom propre (la « Miassoïdoviada », la « Soukhomlinoviada », la « Raspoutiniada »), la bourgeoisie d'opposition, retranchée dans les zemstvos, dans les conseils départementaux et, en partie, dans la Douma, la bourgeoisie d'opposition chuchotait alors : « C'est du dernier vulgaire ! », « C'est du libertinage ! », tandis que le peuple s'écriait : « A bas les traîtres ! A bas le tzar ! A bas les voleurs ! » La bourgeoisie impérialiste faisait de la propagande en faveur de la déposition du tzar et badinait avec le Bourbon cynique Nicolaï Nicolaiévitch. La petite bourgeoisie s'alarmait et s'indignait. Le prolétariat formula nettement son mot d'ordre : « A bas le tzarisme ! Vive la République démocratique ! ».

Déjà, pendant la première révolution (1905-1907), il était évident que c'est le prolétariat qui est la force principale du courant révolutionnaire. Et c'est précisément cette maturité relative du prolétariat qui entraînait en scène avec ses buts de classe et sous la direction de son parti de classe, la socialdémocratie ; c'est précisément ce fait qui a poussé la bourgeoisie « progressive » dans le camp de la contre-révolution. Déjà, au cours de la première Révolution, les cadets n'étaient pas loin du pouvoir ; ils menaient des pourparlers avec le tzarisme pour entrer dans le cabinet. L'insuccès de la révolution recula pour quelques années cette perspective.

Si, au cours des années de 1905 à 1907, le prolétariat s'était montré le chef incontesté dans la lutte contre le tzarisme, pendant la guerre ce rôle du prolétariat s'était

manifesté avec encore plus de netteté. Le prolétariat était la seule classe ayant essayé de combattre dans la rue contre le pouvoir suprême. Les exécutions des ouvriers à Kostroma, à Ivanovo-Vosnessensk, etc., étaient une contre-attaque de la part du tzarisme. Mais la guerre poussait systématiquement les ouvriers à la révolte : les modifications apportées aux lois ouvrières, la tyrannie plus grande exercée par la police, la dissolution des organisations ouvrières, la cherté de vie et la famine, l'extermination du peuple sur le champ de bataille — tout cela menait fatalement les masses ouvrières à la révolte.

Mais les paysans, eux aussi, n'ont pas moins souffert de la guerre qui leur arrachait les forces nécessaires au travail, qui leur réquisitionnait le bétail et ruinait leur exploitation agricole en remplaçant leur matériel agricole par du papier-argent qui avait perdu toute valeur. Le cri : « La paix ! Du pain et la liberté ! » retentit dans les quartiers ouvriers. Le cri : « La paix, la terre et la liberté ! » était la réponse sourde de la campagne.

Il y a encore une troisième force dont l'agitation était visible. C'était l'armée. Trahie par le tzar, par ses ministres et par ses employés, volée de toutes parts, livrée au bon plaisir des généraux ultra-réactionnaires dont beaucoup avait « gagné un grade » après s'être suffisamment entraînés pendant les représailles contre les ouvriers et les paysans — l'armée ne pouvait rester inactive. Dans sa grande majorité, elle était composée de paysans et d'ouvriers. La discipline militaire s'était affaiblie, « la peur du supérieur » avait momentanément disparu, et la constitution d'une classe de soldats commençait à se manifester puissamment. L'ouragan de la révolution avait secoué ce dernier appui du trône. Ramenant à la vie la masse paysanne jusqu'alors veule, jetant des millions d'hommes dans le tourbillon de la guerre, le tzarisme ne pouvait plus dompter les forces qu'il avait réveillées lui-même. En mars 1917, mois auquel se rattachent tant d'événements illustres de

l'histoire mondiale, l'aigle impérial eut ses deux têtes tranchées.

MARS-AVRIL 1917

Le 23 et le 24 février commencent à Pétrograd les grèves et les démonstrations. Après les premières escarmouches avec la police, *la troupe* passe du côté du peuple. La troupe de réserve, formée de gendarmes pourvus de mitrailleuses, est en partie désarmée, en partie fusillée. La résistance de petits détachements militaires restés fidèles au tzar est brisée. Le drapeau rouge de la Révolution flotte au-dessus des palais du tyran.

Le 1^{er} mars, anniversaire du meurtre d'Alexandre II, la révolution est victorieuse à Moscou également. Le 2 mars, Nicolas II, blême et tremblant, avait signé dans une voiture de chemin de fer l'acte d'abdication au trône. L'autocratie dont la nudité était cachée sous la feuille de vigne qui se nommait la Douma, était emportée par le souffle du peuple en révolte. On dit que, mis en demeure d'abdiquer, le tzar Nicolas répétait avec désespoir : « Que dois-je faire ? ». Il n'y avait rien à faire. Les jours de l'autocratie étaient comptés.

L'appareil géant de l'oppression, rouillé déjà par le sang des meilleurs tribuns du peuple martyrisé, s'écroula sous la poussée élémentaire de la masse. Les processus de décomposition qui ont toujours lieu dans les profondeurs de la masse — du prolétariat, des paysans, de la petite bourgeoisie de la ville et de l'armée — ces processus ont accumulé une telle quantité de l'énergie révolutionnaire que le peuple avait une majorité écrasante de son côté.

La chute de l'autocratie, soudaine et rapide comme une catastrophe, avait surpris même les classes combattantes. La rapidité de la chute était déterminée par tous les événements, par la prépondérance des forces sociales dirigées contre le tzarisme. La chute de l'autocratie avait surpris non seulement ceux qu'elle emportait, mais aussi ceux qui

l'ont déterminée. L'élément révolutionnaire, surpris de son succès, s'apaisa pour quelques instants.

Le prolétariat qui, avec un héroïsme sans bornes, s'était mis à la tête du mouvement, qui avait été obligé de s'organiser en secret, entra en scène ouvertement et dans sa totalité. Tout en étant la mieux organisée et la plus disciplinée des forces révolutionnaires, il n'avait pas encore créé d'organisations de masse.

Encore moins pouvait-on parler d'une organisation de la petite bourgeoisie et, surtout, *des paysans*. L'armée, qui s'était élevée presque unanimement contre son commandement suprême et contre ces « chefs adorés », qui avait détruit la discipline et l'organisation tzariste, n'avait pas encore réussi à se créer une organisation révolutionnaire.

C'est la bourgeoisie libérale et impérialiste qui apparaissait au début comme une force organisée. Mais c'était la force la moins révolutionnaire. Au contraire, son chef, Milioukoff, donnait avec mépris le nom de « torchon rouge » au drapeau de la Révolution. C'est lui qui était l'auteur du fameux mot d'ordre : « La défaite plutôt que la révolution ! ». Déjà, par expérience acquise en 1905, la bourgeoisie libérale savait que la révolution en Russie sera dangereuse non seulement pour le tzarisme, mais aussi pour « la civilisation et la propriété ». C'est pourquoi elle formait « l'opposition de Sa Majesté ». Mais maintenant elle était mise au pied du mur : devait-elle ou non prendre parti pour le gouvernement de Nicolas ? La chute du tzarisme était évidente. Il ne restait plus aux bourgeois libéraux qu'à « passer du côté du peuple » et à mettre en action leurs organisations antérieures : les partis qui composaient le « bloc des progressistes » et, avant tout, le « parti de la liberté du peuple », toutes les organisations « non politiques » et, enfin, l'élite de la Douma impériale.

Au dehors, c'était une fraternisation générale. Les monarchistes étaient vite passés à la couleur républicaine ; les propriétaires d'immeubles avaient retiré le drapeau tricolore

pour hisser à sa place le drapeau rouge de la révolte ; les cocardes des fonctionnaires d'Etat étaient remplacées par des insignes rouges et les policiers eux-mêmes se promenaient tout fiers, avec un ruban rouge à la boutonnière du manteau transformé en hâte.

« Révolution » était devenu subitement un mot magique, sympathique même à ceux qui, hier encore, ne trouvaient pas assez d'injures pour l'insulter. Rodzianko, le président de la Douma, octobriste ultra-réactionnaire, avouait, plein de sentiments « fraternels » pour le « peuple », qu'il ne pouvait, « sur l'honneur et la conscience » faire aucune objection aux revendications du peuple. Choulguine, le fameux organisateur de la réaction la plus noire, un monarchiste avéré et étrangleur de cette même « force vivante » dont on ne parlait à ce moment qu'avec enthousiasme, ce même Choulguine déclarait, en parlant de la demande d'élections pour l'Assemblée Constituante : « Si quelqu'un m'avait dit, il y a deux jours, que j'entendrais cette demande et que je ne m'élèverais pas contre elle, mais que je reconnaîtrais moi-même qu'il n'y a pas d'autre issue possible ; si quelqu'un m'avait dit que cette main écrirait l'acte d'abdication de Nicolas II, il y a deux jours, j'aurais dit à cet homme qu'il est fou, et je me serais cru fou moi-même. Mais aujourd'hui je ne puis rien dire contre cela. Oui, une Assemblée Constituante sur la base du droit de vote universel, direct, égal et secret ». Tous ces messieurs — des nationalistes jusqu'aux cadets de gauche — qui ne voulaient, dans le meilleur des cas, qu'un petit *changement* à la cour et quelques piètres « garanties constitutionnelles », tous ces messieurs grinçaient des dents, mais cependant « en public » faisaient des révérences à droite et à gauche à ce même « torchon rouge » qui leur faisait plus peur que le manteau rouge du toréador n'en fait au taureau.

Ainsi, les dehors idylliques ne correspondaient aucunement à la vraie réalité et le son des phrases « nationales »

ne pouvait même atténuer *la lutte de classes*, encore moins *la faire disparaître*.

La bourgeoisie la mieux organisée constitua comme organe central le *Comité Provisoire de la Douma*. La même nuit, presque à la même heure, fut formé à Pétrograd le *Soviet des Délégués des ouvriers* qui prit aussitôt la direction de la masse prolétarienne et petit-bourgeoise.

Deux faits doivent être soulignés pour faire comprendre pourquoi le pouvoir conquis par *le peuple* était passé aux mains du Gouvernement provisoire de la bourgeoisie impérialiste. D'abord, l'organisation relativement plus forte de la bourgeoisie impérialiste y jouait un rôle, ensuite la responsabilité en incombe à l'opportunisme des chefs de la classe ouvrière ou, plus exactement, à l'aile du parti qui avait le dessus en ce moment. Ces « chefs » qui, plus tard, entrèrent au ministère mi-impérialiste avaient peur de se saisir du pouvoir, bien qu'ils prissent l'attitude de révolutionnaires inconciliables. Pour eux, la révolution russe était avant tout une révolution *bourgeoise*. D'après leur manière de penser veule et petit-bourgeoise, chaque pas « superflu » à côté du pouvoir de la bourgeoisie constituait une atteinte au droit sacré de la révolution bourgeoise. Pour eux, le premier devoir d'un révolutionnaire était d'intimider les ouvriers avec le fantôme de la bourgeoisie intimidée elle-même. Cette tactique du « socialisme » petit-bourgeois était le péché originel de la révolution russe.

Ainsi se forma au sein du comité ultra-réactionnaire de la Douma le premier *Gouvernement Provisoire*. Le Comité Exécutif des Soviets déclina l'offre d'entrer au ministère ; seul, « le partisan de la discipline », Kérenski, en se frayant un chemin au pouvoir, avait agi, pour la deuxième fois, contrairement à la décision de ses camarades (la première fois c'était lorsque ce « social-révolutionnaire » entra à la Douma contrairement à la décision de son parti). Par suite, le cabinet était presque entièrement un organe de la bourgeoisie modérée, à capital financier. Alexandre Ivanovitch Goutchkoff, chef des octobristes, représentant des commer-

çants de Moscou, un « guerrier en civil » comme il se nommait lui-même, Goutchkoff qui, au moment de la révolte à Moscou, organisait la milice pour le compte de l'amiral Doubassoff, fusilleur des ouvriers ; Paul Nikolaïévitch *Milioukoff*, chef du « Parti de la liberté du peuple », idéologue de l'impérialisme russe, partisan des rapines internationales dissimulées sous la formule de la « libération des petites nations », ami dévoué et esclave du capital anglais, homme rusé et sans-gêne, d'une volonté inébranlable et d'une sagesse professorale lorsqu'il s'agissait de faire de basses besognes ; A. I. *Konovaloff*, le plus grand fabricant et bourgeoisier, le représentant patenté des entreprises ; M. *Terechenko*, enfant des actionnaires des syndicats du sucre. Voilà les figures les plus remarquables du gouvernement « révolutionnaire » qui avait à sa tête le prince *Lwoff*, représentant de la noblesse possédante ; à côté de lui ont trouvé place *Nekrassoff*, *Godneff*, d'autres *Lwoff* et le citoyen *Kérenski*.

BOUKHARINE.

(A suivre.)

Lénine d'après Gorki

Lorsqu'au mois de septembre 1919, je composai le *Plaidoyer pour Lénine*, que j'ai ajouté à la quatrième édition des *Réflexions sur la Violence*, je n'avais encore que des idées très vagues sur ce que Gorki avait écrit sur le même sujet ; aussi ai-je lu avec beaucoup d'intérêt et de profit sa brochure intitulée *Vladimir Ilitch Lénine*, dont *l'Humanité* a publié la traduction due à André Pierre ; j'ai été heureux de trouver sous la plume du célèbre romancier russe des thèses que je m'étais hasardé à présenter l'année précédente.

Beaucoup de mes lecteurs avaient estimé que j'avais abusé du paradoxe en établissant un rapprochement entre Lénine et Pierre-le-Grand ; mais cette opinion avait été aussi émise par Gorki, qui est mieux placé que moi pour comprendre la psychologie et la politique des hommes d'Etat russes.

Je disais aussi : « Les bolcheviks pourraient finir par succomber, à la longue, sous les coups des mercenaires engagés par les ploutocraties de l'Entente ; mais l'idéologie de la nouvelle forme d'Etat prolétarien ne périra pas ; elle se survivra en s'amalgamant avec des mythes, qui emprunteront leur matière aux récits populaires de la lutte soutenue par la République des Soivets contre la coalition des grandes puissances capitalistes ». Or, la brochure de Gorki est, pour la plus grande partie, consacrée à nous apprendre qu'une légende est déjà formée autour de Lénine. L'étude d'un tel phénomène offre un grand intérêt pour les philosophes, qui trouvent ainsi une occasion de contrôler les théories au moyen desquelles on a expliqué les légendes du passé.

Généralement, on croit que le temps joue un très grand rôle dans la genèse des croyances populaires. Cette opinion peut se fonder sur l'histoire de la légende napoléonienne. Pendant la Révolution et l'Empire, le souvenir des grands

événements se trouva confié à des témoins (ou prétendus témoins) beaucoup moins préoccupés de vérité que de rhétorique ; vinrent ensuite des écrivains doués d'une imagination romanesque, qui se crurent en droit d'ajouter à des récits primitifs, si mal assurés, des fantaisies propres à captiver l'attention benveillante des lecteurs ; pendant la Restauration, les libéraux trouvèrent qu'il était de bonne guerre d'ajouter merveilles sur merveilles aux gloires républicaines et impériales, dans le but de nuire aux royalistes. Ainsi il s'établit une concurrence acharnée dans la production des illusions historiques.

En 1840, lorsqu'on apporta les cendres de Napoléon aux Invalides, l'enthousiasme des Parisiens fut si vif que Proudhon put dire le 27 juillet 1855, dans une phrase singulièrement expressive, qu'en présence de *l'ivresse populaire* il avait senti la lame du poignard qui devait lui percer le cœur au 2 décembre : « Quel temps pensez-vous qu'il faille, demandait-il à un vieux camarade, pour nous dégoûter de cette eau-de-vie mêlée de poudre à canon ? »

En 1848, les conservateurs furent assez ineptes pour s'imaginer qu'ils pourraient utiliser la légende napoléonienne pour écraser la République ; Thiers, dont on a voulu faire un politique si perspicace, soutint la candidature du futur Napoléon III à la présidence ; comme cela devait arriver, l'homme qui portait le nom du grand Empereur enseveli aux Invalides devint le maître de la France. Marx, dans son *XVIII Brumaire* croyait pouvoir prédire que, si le vainqueur du coup d'État montait sur le trône, la gloire de son oncle serait mortellement atteinte ; mais il ne paraît point que cette prévision se soit réalisée.

Réfugié en Belgique, Proudhon alla, dès les premiers temps de son exil, visiter le champ de bataille de Waterloo, le livre du colonel Charras à la main, et le 7 septembre 1858 il envoyait à l'un de ses meilleurs amis les réflexions suivantes : « En France, personne n'a vu le Mont Saint-Jean ; plus d'un réfugié se ferait même conscience de le visiter ; ils pleurent comme des veaux à ce souvenir... On accuse la

fatalité, la trahison, on chante le mot de Cambronne et il ne manque pas de gens qui rêvent une revanche de cette triste journée, qui ne fut après tout pour l'Empereur, pour ses enrégés soldats, pour la France même qu'un juste châtiement... Je la regarde comme un moindre mal que n'eût été le raffermissement de l'Empire, et si je regrette quelque chose aujourd'hui, c'est qu'après avoir payé de 56.000 Français la chute de cet Empire, nous ayons été exposés à le voir ressusciter trente-sept ans après, comme si rien n'avait été fait. Il faut donc autre chose que de la mitraille pour exterminer de pareils monstres ». Ainsi, au témoignage de Proudhon, les victimes du coup d'État n'étaient pas, encore en 1858, affranchis des illusions de la légende bonapartiste.

Pendant le Second Empire, Thiers acheva de publier son apologie de Napoléon, dont le dernier volume parut en 1862 et qui continuait à obtenir autant de succès qu'avant 1848. Il ne semble point que l'histoire de Lanfrey ait eu une influence considérable sur l'opinion. Lorsque Taine entreprit, plus tard, de décrire les origines du régime moderne, il fut violemment accusé par les bonapartistes de ne pas assez admirer la politique impériale ; mais il employa, pour constituer sa psychologie napoléonienne, les éléments les plus merveilleux que lui fournissait la tradition ; il donna ainsi une consécration scientifique à la légende. Le socialisme s'est montré impuissant contre des illusions qui étaient garanties par tant d'historiens ; ce qu'on a appelé le socialisme de guerre n'aurait pu probablement se produire, s'il n'avait été secondé par les souvenirs napoléoniens ; ainsi la légende n'a point cessé jusqu'ici de recevoir de nouveaux développements. Qui pourrait dire que cela soit fini ?

Evidemment, les légendes bolchevistes se rattachent à des faits trop récents pour avoir pu se former comme celle dont je viens de parler, mais il y a aussi des légendes qui se produisent comme de véritables explosions et ce sont peut-être celles qui doivent intéresser le plus l'historien-philosophe. On trouve, avant leur manifestation, une lon-

gue préparation des matériaux qui seront mis en œuvre par l'ère nouvelle. Alors se font jour des linéaments de nouvelles appréciations relatives aux grands hommes ; on rencontre partout de violents désirs de voir naître de nouveaux usages ; des vues nouvelles sur l'avenir du monde se répandent dans les masses. Tout cela est vague, souvent incohérent et les contradictions n'y manquent pas. Les philosophes futurs qui voudront introduire dans ce chaos plus de précision, d'ordre ou de logique, avec l'espoir de démêler des tendances qui avaient échappé aux contemporains, vicieront gravement la réalité.

Il arrive un jour où des personnages destinés à devenir légendaires tirent de ces matériaux des croyances, des symboles et des institutions, que le public est tenté de prendre pour des créations de leur génie personnel.

Enfin viennent des poètes, des philosophes, des annalistes qui donnent aux événements des aspects idéologiques, sous lesquels il est généralement bien difficile de découvrir la vérité primitive ; grâce à eux, la révolution se trouve définitivement fixée et les gens d'école expliquent tout son développement par les formes qu'elle a fini par prendre.

Les savants contemporains qui ont voulu décrire les origines du christianisme ont plus ou moins bien tenu compte des distinctions que je viens de faire. L'orthodoxie cherche à donner une importance prépondérante au deuxième moment, de manière à faire ressortir le caractère surhumain des Evangiles. Beaucoup d'érudits se sont attachés à faire comprendre comment la préparation, soit dans le monde hellénique, soit dans le monde judaïque, avait favorisé la naissance des doctrines chrétiennes ; mais on leur a souvent justement reproché d'avoir un peu trop sollicité les documents, pour christianiser à l'excès la pensée anti-chrétienne. Chez les protestants, presque tous les historiens du christianisme étant d'anciens pasteurs, ils ont eu une tendance marquée à faire de saint Paul le créateur de la nouvelle religion ; celui-ci, par les acclamations enthousiastes qu'il adressait au Christ, par ses interprétations de la Bible,

par les règles qu'il donnait à ses disciples, a bien été le fondateur de la théologie chrétienne ; mais une idéologie quelconque ne peut avoir pour résultat que de consolider un édifice historique existant.

Les recherches de l'archéologie chrétienne semblent bien montrer que le christianisme avait déjà une position considérable à Rome, trente ans après la Passion. Si Domitien n'avait pas exercé ses fureurs sur sa propre famille, l'Empire, au début du second siècle aurait eu pour souverains des fils de Clémens, sinon convertis du moins très favorables à la nouvelle religion. Aussi est-il permis de penser que le christianisme se produisit comme une véritable explosion. Lorsque la République des Soviets se fût établie, les conseillers spirituels des démocraties ploutocratiques ont supposé que les idées révolutionnaires actuelles, se formant par adjonctions successives, pourraient être détruites par des érosions incessantes ; c'est pourquoi les journaux, à grand tirage n'ont pas cessé d'insérer de copieux articles, décrivant les crimes, les misères et le désespoir qui régneraient en Russie. Ces histoires que personne ne pouvait contrôler et qui n'avaient guère pour garants que des espions, ont eu pour effet de terrifier la bourgeoisie et de lui enlever le peu de bon sens qu'elle possédait encore.

Il ne semble point que cette propagande coûteuse ait produit des résultats sérieux sur le prolétariat ; tout ce qu'il y avait de vagues instincts révolutionnaires dans le monde, s'est concentré en une admiration passionnée pour une république dans laquelle les seuls travailleurs jouissent de droits politiques. Sur la fin de sa vie, Renan se demandait ce qui arriverait le jour où le socialisme, après avoir longtemps cheminé sous terre, réclamerait sa place au soleil. Ce jour est venu et le socialisme qui semblait, à beaucoup de critiques savants, incapable de diriger la pensée des masses, est aujourd'hui, grâce au bolchevisme, devenu un des facteurs principaux du mouvement historique actuel.

Je voudrais appeler l'attention du lecteur sur le rôle

considérable que Gorki me semble appelé à jouer dans l'ère socialiste que le bolchevisme a fait apparaître. Pendant longtemps on avait reproché aux écrivains russes de connaître mieux les grandes métropoles de l'Occident que leur propre pays. Dans le *Journal de Genève* du 14 mars 1918, on lisait ce qui suit : « Un étranger nouvellement arrivé en Russie avait l'impression de se trouver dans une colonie où le métropolitain parlait la même langue que l'indigène, mais, à part cela, n'avait rien de commun avec lui. Les uns méprisaient cet indigène et lui prêtaient toutes sortes de mauvais desseins ; les autres exaltaient et idéalisaient son âme simple et douce et l'assimilaient à l'âme de l'enfant. Ce dénigrement et cette idéalisation montraient combien l'Intellectuel russe était étranger au moujik. Les goûts, les notions du devoir, de la justice, du bien et du mal, la situation de l'homme et de la femme dans la famille, les croyances, tout était différent chez eux. Ils étaient plus éloignés l'un de l'autre, à la veille de cette guerre, qu'ils ne l'étaient à la fin du xvii^e siècle. »

Tourguenef avouait, paraît-il, qu'il ne connaissait pas le paysan. Tolstoï découvrit le moujik assez tard et il voulut, semble-t-il, étonner les Occidentaux en leur montrant que, dans sa vie privée, ayant à sa disposition tout le luxe recherché par les bourgeoisies riches il se faisait une joie d'être un moujik ; mais en définitive alors même qu'il se livrait au travail manuel, il demeurait un grand seigneur.

Son rôle historique a été d'apprendre aux Russes que la civilisation française, protégée par les tzars était une bien petite chose ; c'est en raison de ce fait qu'il doit être regardé comme un précurseur du bolchevisme. Gorki n'a eu aucun effort à faire pour se mettre au courant des sentiments populaires de son pays ; ayant débuté dans la vie comme apprenti cordonnier, il a parcouru beaucoup de professions réservées aux classes les plus pauvres ; il avait vingt-cinq ans lorsque l'écrivain Korolenko le décida à entrer dans la carrière littéraire.

Durant sa jeunesse, en fréquentant les bateliers de la

Volga, il s'est évidemment initié à beaucoup de manières de penser qui tiennent autant de l'Asie que de l'Europe ; ce grand fleuve n'est pas éloigné de ces populations kirghises que Le Play, au cours de son exploration des gisements aurifères de l'Oural, avait admirées. Je trouve dans la brochure de Gorki sur Lénine une image qui me semble bien caractériser ce qu'il y a de génie chez lui. On sait quel rôle considérable jouent dans les poésies asiatiques les pierres précieuses (ou les émaux fondus à leur imitation) et les métaux polis ; dans la vision d'Ezéchiel, l'air que nous respirons devient une masse du cristal au-dessus duquel est un saphir servant de trône à Dieu ; la couleur de cette gemme rappelle les profondeurs bleues du ciel. Gorki se figure la terre, dans le régime futur, comme « une émeraude gigantesque ornée des facettes du travail d'une humanité libre... Partout des villes-jardins renferment de majestueux palais... L'énergie physique ne se perd plus dans un travail grossier et sale ; elle se transforme en énergie spirituelle ». Cette émeraude symbolise évidemment la terre livrée à la culture des jardins comme le saphir d'Ezéchiel avait symbolisé le ciel inaccessible à l'homme.

Cette faculté de construire des symboles, ayant une parenté évidente avec ceux qu'a employés la plus haute poésie antique, donne à Gorki une supériorité écrasante sur tous les écrivains révolutionnaires actuels, dont la littérature a plus d'affinité avec la faconde des avocats qu'avec les mythes de la Grèce. Il n'a point besoin de recourir au bavardage classique pour exprimer les pensées les plus hardies ; le type de l'éloquence est, suivant lui, fourni par les discours que Lénine adresse aux ouvriers : « Il parle en termes extrêmement simples avec une langue de fer, avec la logique d'une hache ; mais dans ses rudes paroles, je n'ai jamais entendu de démagogie grossière, ni aucune recherche banale de la belle phrase. Il parle toujours de la même chose : de la nécessité de supprimer jusqu'à la racine l'inégalité sociale des hommes et des moyens d'y parvenir. Cette antique vérité retentit sur ses lèvres avec un son âpre,

implacable; on sent toujours qu'il croit inébranlablement en elle; on sent combien est calme sa foi; foi d'un fanatique, mais d'un *fanatique savant*, et non d'un métaphysicien, d'un mystique ».

Ce n'est point évidemment pour obtenir des effets oratoires qu'un tel homme regarde la Russie comme appelée à un rôle *messianique*. Il faut prendre tout à fait à la lettre ces paroles que prononce Gorki, dans sa foi, attachée inébranlablement aux espérances révolutionnaires : « Il est aujourd'hui clair que c'est au peuple russe, à ce peuple affamé, torturé par trois siècles d'esclavage, que l'histoire a confié cette grande mission (de sauver le monde) même sous la menace d'être écrasé par des brigands ». On pourra dire que c'est là du fanatisme; mais ce fanatisme ne saurait être en tout cas, confondu avec celui de métaphysiciens habiles dans l'art de la parole; ce serait le fanatisme d'un homme qui sait qu'il n'a le droit de se livrer à la poésie que pour exprimer plus fortement une grande pensée qui remplit toute son âme.

Et voici un hymne de guerre, comparable aux plus belles pièces lyriques recueillies dans les anthologies : « Ce sont les Russes qui vont au combat pour le triomphe de la Justice, à l'avant-garde des peuples du monde, — les Russes — les guerriers les moins aguerris, les plus faibles, gens d'un pays doublement arriéré au point de vue de l'économie et de la culture, gens que le passé tortura plus que les autres. Hier encore l'univers les considérait comme des demi-sauvages et aujourd'hui, mourant presque de faim, ils vont vers la victoire ou la mort, ardents et braves comme de vieux combattants ». Il a vu et il a senti profondément les scènes sanglantes de la Révolution qui lui semblent la conséquence fatale du régime imposé si longtemps au peuple russe; le jour de l'expiation serait venu; et pour lui l'expiation n'est point une invention de rhéteurs, mais une nécessité que les sentiments les plus nobles de la nature humaine ont déposée dans l'âme de l'opprimé. « Un peuple élevé à une école qui rappelle les tourments de l'enfer, un peuple élevé à

coups de poing, de verges et de nagaïkas ne peut avoir le cœur tendre; dans un pays où l'iniquité régna pendant si longtemps, il est difficile au peuple de réaliser, du jour au lendemain, la puissance du droit. On ne peut exiger de celui qui n'a pas connu la justice, qu'il soit juste. »

Voici une remarque où se manifeste bien la tendresse de l'âme demi-asiatique de Gorki. Il raconte qu'à Kief les révoltés jetèrent par la fenêtre de sa maison un grand industriel et sa gouvernante : « Mais un petit canari qui se trouvait dans sa cage fut épargné. Il y avait donc place pour la pitié dans le cœur des révoltés. Mais cette pitié n'était pas pour l'homme qui ne l'avait pas méritée. C'est en cela qu'est toute l'horreur et toute la tragédie. » La lettre sur la *révolte des esclaves* à laquelle j'emprunte les vues de Gorki sur l'expiation, se termine par une vision digne des prophètes hébreux : « Il y a dans ce pays une force lumineuse, animée d'une grande pensée, inspirée par le rêve éblouissant d'un royaume de justice, de liberté et de beauté. Mais à quoi bon décrire en paroles la beauté et la grandeur de la mer, à qui n'a plus d'yeux pour les voir ? ». Cette *grande pensée* est évidemment celle de Lénine qui, suivant Gorki « s'efforce de transformer l'énergie potentielle des masses laborieuses de la Russie en énergie effective », et sans lequel « la Révolution russe n'aurait pu prendre la forme qu'elle a prise ».

..

Il faut avoir bien compris les observations précédentes pour se rendre un compte exact des thèses suivantes qui ont étonné beaucoup de Français. « Sa vie privée, dit Gorki, est telle qu'à une époque de grande foi religieuse on aurait considéré Lénine comme un saint. » Il avoue que cette affirmation mettra en fureur les petits bourgeois, qui regardent Lénine « comme un Attila venu, pour détruire la Rome du bien-être et du confort bourgeois, basés sur l'esclavage, le sang et le pillage. Mais de même que la Rome antique a mérité sa perte, de même les crimes du monde contemporain justifient la nécessité de sa destruction ». Il estime que les

plaintes formulées contre l'invasion des nouveaux Huns qui menacent la culture européenne sont des « mensonges « écœurants dans la bouche des organisateurs et des complices du honteux massacre de 1914-1918 ». Les gens sérieux ne sauraient nier au surplus, suivant Gorki, que la sainteté consacrée par l'Eglise « a rarement exclu la férocité et la cruauté ».

Un point capital à noter est que Lénine a le goût de la vie tempérante ; il vit aussi simplement et aussi modestement au Kremlin que lorsqu'il était émigré à Paris. Or, je crois que l'ascétisme a toujours été le principal caractère qui a désigné les saints au peuple, à l'époque où l'Eglise se bornait à homologuer, en matière de sainteté, les décisions populaires.

Gorki pense que beaucoup de ses camarades se moqueront de lui en l'entendant appeler Lénine un saint ; il se demande même si Lénine ne partira pas d'un joyeux éclat de rire, en se voyant ainsi qualifié ; « saint, c'est là effectivement un terme paradoxal et comique appliqué à un homme pour lequel il n'y a absolument rien de saint, comme a dit de lui l'ex-révolutionnaire Tchaïkovski » ; — et que Churchill considère comme « l'homme le plus féroce et le plus exécrationnel ». Mais le philosophe ne saurait se contenter de la notion étriquée de la sainteté qui a cours dans les séminaires ; à plus forte raison un homme d'imagination ardente, comme Gorki, découvre chez les plus grands saints du christianisme des états psychologiques, qui n'ont rien à faire avec les doctrines des théologiens. A ses yeux il n'existe aucune différence essentielle entre les prédicateurs de la foi chrétienne, qui ont justifié leur témoignage par leur martyre, et les révolutionnaires qui font preuve d'un dévouement désintéressé, intrépide, aux intérêts du peuple, de la liberté et de la vérité ». On ne saurait donc contester à Lénine le titre de saint que lui donne ainsi Gorki.

L'Asie est bon juge en matière de sainteté et Gorki nous apprend que Lénine y est déjà devenu un personnage légendaire. « Des villages lointains de l'Inde, parcourant des cen-

taines de verstes, par des sentiers de montagnes et à travers des forêts, en cachette, risquant leur vie, arrivent à Caboul, à la mission russe des Hindous, écrasés sous le joug séculaire des fonctionnaires britanniques, ils arrivent et demandent : « Qu'est-ce Lénine ? » Gorki se demande avec anxiété si la politique des puissances de l'Entente, en repoussant les Russes de l'Europe, ne les conduit pas à s'unir étroitement aux nationalités asiatiques, et dans une lettre du mois de juillet 1920 il demande à Wells s'il n'y a pas là « une menace terrible pour la culture européenne ».

Ce qui a paru le plus extraordinaire aux lecteurs français, c'est ce que Gorki écrit sur la sensibilité de Lénine (comme on peut s'en assurer dans le feuilleton publié par Jean Bourdeau dans les *Débats* du 23 septembre 1920 sous le titre le *Martyre de Lénine*). « Parfois chez ce rude politique, dit Gorki, brille la flamme d'une tendresse presque féminine pour l'homme et je suis sûr que la terreur lui fait éprouver des souffrances insupportables, bien qu'il sache très habilement les dissimuler. Il est invraisemblable et inadmissible que des hommes destinés par l'histoire à cette contradiction inconciliable : tuer les uns pour la liberté des autres, n'éprouvent pas des tourments qui accablent l'âme... Tout meurtre me répugne organiquement ; mais ces gens sont des martyrs et jamais ma conscience ne me permettrait de les condamner ».

Le lecteur français se défie assez naturellement de ces affirmations de Gorki, parce que nos terroristes de 1793 ont fait un usage abusif de littérature sensible ; élevés presque tous dans des écoles ecclésiastiques, ils avaient été dressés à composer des dissertations, où ils vantaient le désintéressement, le dévouement, la bonté, à l'imitation de modèles choisis par leurs maîtres ; leur esprit avait été tellement déformé par cette éducation qu'ils n'attachaient qu'une médiocre importance à la sincérité des discours prononcés par eux en l'honneur de la vertu. Ils se croyaient des disciples de Rousseau, alors qu'ils ressemblaient tant aux auteurs qui composent les petits livres de dévotion. La littérature sen-

sible, laissée par nos révolutionnaires de 1793, n'est pas plus sérieuse que celle dont font commerce les libraires du quartier Saint-Sulpice.

On pourrait se demander encore si Gorki n'a pas été conduit à imaginer la bonté de Lénine, dans le but de fournir un argument nouveau en faveur de l'opinion qu'il a émise sur la sainteté de celui-ci. Les hagiographes ont toujours beaucoup insisté sur la charité dont firent preuve les héros chrétiens, même à l'égard de leurs persécuteurs les plus féroces ; depuis que les études franciscaines ont été mises à la mode par Ozanam et par Renan, la *sensibilité féminine* des saints est devenue un des éléments essentiels des écrits composés en l'honneur des gens qui voulurent au XIII^e siècle restaurer le christianisme primitif. Beaucoup de Franciscains n'ont pas été gênés d'ailleurs, par leur prétendue tendresse, pour jouer un rôle dans l'histoire de l'Inquisition. Serait-ce donc sur ce modèle que Gorki se serait représenté Lénine, qui ressemblerait aux Franciscains fabriqués par notre littérature contemporaine ?

Je crois, au contraire, qu'il faut prendre à la lettre ce que Gorki nous dit du principal instaurateur de la Révolution russe. Il ne serait point un grand romancier s'il n'était doué d'une pénétration particulière, lui permettant de découvrir les motifs secrets de l'âme chez les hommes qu'il observe autour de lui ; les passions tendres jouent un rôle capital dans la psychologie du roman ; on ne saurait donner à un tableau émouvant des tragédies qui se déroulent dans la vie commune, si on ne savait distinguer, avec une sûreté absolue, les sentiments nobles vraiment ressentis par les protagonistes de l'action d'avec les contrefaçons que la civilisation des gens du monde multiplie. Gorki est resté d'ailleurs un homme du peuple, habitué à placer au premier rang la sincérité du cœur. Je suis donc persuadé que s'il parle, comme il le fait, de la sensibilité de Lénine, il nous apporte un témoignage auquel nous devons nous fier.

Le goût de la vie ascétique, le dévouement désintéressé à la cause des classes pauvres, la pitié sincère pour la misère

humaine, sont des choses qui deviennent bien rares de nos jours ; mais nous avons le droit de penser que, maintenant comme autrefois, ces qualités attirent aux hommes qui les possèdent, le respect admiratif de leurs semblables, le monde ne cesse pas de désirer que de tels héros lui indiquent la voie de sa libération. Gorki proclame qu'il est heureux de voir Lénine devenir un personnage légendaire : « Cela est bien. La plupart des gens ont absolument besoin de croire pour pouvoir commencer à agir. Ce serait trop long d'attendre qu'ils se mettent à penser et à comprendre, et pendant ce temps le mauvais génie du capital les étouffe de plus en plus vite par la misère, l'alcoolisme, l'épuisement ». Depuis que le socialisme occidental a épuisé ses forces en donnant au prolétariat des ambitions parlementaires, on pouvait se demander s'il restait encore chez nous des éléments de régénération ; mais l'enthousiasme que provoqua le bolchevisme parmi les prolétaires de tous les pays, fournit la preuve que l'Europe ne veut pas être obligée de croire qu'elle ait perdu définitivement les trésors moraux que sa tradition avait regardés comme incomparables ; la légende de Lénine, telle que Gorki nous la présente, semble donc destinée à exercer une influence durable sur les esprits que la civilisation bourgeoise n'a pas dévoyés.

La grande majorité des écrivains auxquels l'opinion publique reconnaît le droit de se poser en directeurs de la pensée française, sont des ennemis déterminés de la République des Soviets ; Ernest Lavis (de l'Académie française) et Henri Massis (fondateur du *Parti de l'intelligence*) sont persuadés que le monde se tourne, avec anxiété, vers eux pour savoir quelles voies il doit suivre ; ces *magnats* du génie national devraient donc employer leurs talents à défendre la *civilisation* (qui les entretient) contre les bolchevistes. Pourquoi ne détruisent-ils pas les sophismes de Gorki ? La bourgeoisie avouerait-elle son impuissance ? Un tel aveu indiquerait, d'une manière sûre, que la décomposition de l'ordre actuel est plus avancée qu'on ne le croit généralement.

GEORGES SOREL.

Le Parti socialiste Italien et la Révolution

Quand ces lignes paraîtront, le Congrès national du parti socialiste italien sera réuni à Livourne et sans doute le vote décisif sur les directives générales aura-t-il déjà eu lieu.

Mais un vote de Congrès ne résout en réalité rien : il ne sait que donner une indication sur l'orientation des esprits, il ne supprime pas les causes profondes de conflit, il ne dénoue pas la crise.

Ce qu'il importe, c'est de constater la nature et l'étendue des désaccords et d'en rechercher les causes.

I

Celui qui embrasse d'un coup d'œil d'ensemble l'activité du P. S. I. depuis 1914 y distingue nettement deux périodes : la période de guerre, toute d'opposition et de résistance, et la période postérieure à la guerre, où l'activité du parti put de nouveau se déployer sans contrainte extérieure violente.

Il existe entre ces deux périodes un contraste singulier : dans la première le parti donne une impression extraordinaire d'unité et de force ; il concentre toute l'opposition à l'entreprise criminelle de la bourgeoisie capitaliste et impérialiste ; il recrute autour de son drapeau tout le prolétariat conscient ; il trouve des formules nettes et éloquentes, des mots de ralliement qui entraînent la classe ouvrière et s'assure la sympathie de tous les esprits libres. On dirait en ce moment qu'il n'existe plus d'autre parti dans le mouvement révolutionnaire italien que le parti socialiste. Il n'y a plus d'autre presse que la sienne. Supprimés, presque de force, n'ayant pas les moyens matériels

de continuer à lutter contre une censure qui les caviarde d'un bout à l'autre, les journaux anarchistes ont renoncé presque tous à paraître. *L'Avanti*, le quotidien du parti socialiste, tient tête, et, malgré les rigueurs de la censure, parvient à maintenir et à proclamer son opposition au grand crime de la guerre.

Des correspondants intelligents et sûrs le tiennent au courant du mouvement à l'étranger et accentuent encore cette note internationale que le journal fait résonner fièrement au milieu des hurlements du nationalisme en délire. Alessandri en France, Sacerdote en Suisse, où il recueille les nouvelles venant des empires centraux, contribuent puissamment à cette besogne d'information socialiste probe et complète, pendant qu'en France, dans *l'Humanité*, Renaudel étouffe obstinément toutes les nouvelles concernant l'action du P. S. I. et que son fidèle Grumbach met en valeur les plus minces manifestations des annexionnistes allemands pour le plus grand profit des impérialistes de l'Entente et du tsarisme russe.

Aussi, la lecture de *l'Avanti* était-elle un véritable réconfort pour toute âme socialiste pendant la guerre, et les témoignages de sympathie lui arrivaient-ils de toutes parts sous la seule forme qui fût possible, celle d'une souscription populaire où chaque travailleur, en apportant son humble obole, disait sa parole d'amitié et d'encouragement, que souvent la censure caviardait : mais elle ne pouvait supprimer le témoignage du don, éloquent en lui-même, elle ne pouvait supprimer ce plébiscite continu qui remplissait les colonnes de *l'Avanti* ! et lui fournissait, pour poursuivre sa propagande, des centaines de milliers de francs.

Cette expression de la sympathie active des opprimés, du consentement de la conscience populaire, que n'ont jamais recueillie les Renaudel et consorts tant qu'ils ont tenu sous leur joug le P. S. français et son organe officiel, s'est manifestée spontanée, active, débordante en faveur du P. S. I. pendant la guerre, et à juste titre.

Le groupe parlementaire lui-même fut à l'unisson du

reste du parti et il joua un rôle considérable dans l'œuvre d'éducation populaire. Du haut de la tribune parlementaire, où l'on ne pouvait étouffer leur voix, les députés socialistes dirent au peuple ce qu'ils ne pouvaient dire dans des articles de journaux que la censure blanchissait consciencieusement. La petite poignée de députés socialistes — une quarantaine dans un parlement de cinq cents membres — dut tenir tête à tous les aboyeurs du nationalisme. Les discours d'un Turati ou d'un Treves imposaient le respect à la Chambre par l'élévation de leur langage et la solidité de leurs arguments, et tout le groupe savait soutenir avec vigueur l'action de ses orateurs et riposter énergiquement aux enrages de la réaction, quand ils cherchaient à mettre entrave à l'expression de la pensée socialiste. En même temps le parti acquérait des titres de premier ordre à la reconnaissance du socialisme mondial en s'efforçant de dénouer les liens internationaux rompus. Il parvint à réunir ainsi la conférence de Zimmerwald, première lueur dans les ténèbres mortelles où semblait enseveli le socialisme international depuis la guerre.

Ce fut avec une joie indicible que tous les vrais socialistes, dès qu'ils en eurent connaissance, saluèrent cette première manifestation de l'Internationale, non plus de l'ancienne Internationale qui avait fait faillite en août 1914, mais (chacun le sentait plus ou moins clairement), de la nouvelle Internationale débarrassée de tous les éléments pseudo socialistes, dont la guerre avait révélé de façon évidente la mentalité bourgeoise et nationaliste.

Tout cet ensemble d'actions si franchement socialistes, si courageuses, si bien cordonnées mit en évidence le P. S. I. qui, dans la seconde Internationale, n'avait joué qu'un rôle secondaire, alors que les partis allemand et français, dont la majorité devait renier si lamentablement le socialisme pendant la guerre, brillaient au premier rang.

Aussi fut-il permis de concevoir les plus grands espoirs pour l'avenir du P. S. I. et d'attendre de lui les actes les

plus décisifs dans la crise générale du capitalisme qui devait suivre la guerre.

Il faut reconnaître que dans la seconde période, celle qui a succédé à la guerre et qui dure encore, le parti n'a pas répondu aux espoirs qu'on mettait en lui.

Son activité s'est ralentie, il a manqué de décision dans maintes circonstances, il a hésité, il s'est divisé ; il n'a plus trouvé les mots d'ordre frappants, les formules entraînantes ; il a continué à parler de révolution, mais trop souvent d'une manière purement rhétorique, il a abreuvé de mots des foules impatientes, frémissant du désir d'agir ; il ne s'est pas préparé de façon méthodique et suivie à l'œuvre de construction de la société nouvelle.

Beaucoup de ses anciens militants sont retournés à leurs habitudes d'avant-guerre, à leurs méthodes de lutte, à leur parlementarisme, à leur social pacifisme ; ils sont retombés dans leurs vieux errements.

Jusqu'au Congrès de Bologne (5 à 8 octobre 1919) l'élan acquis pendant la guerre se maintint dans une certaine mesure : le Congrès de Bologne rompit délibérément avec la vieille tradition du parti et déchira sa charte fondamentale désormais désuète, qui remontait au Congrès de Gênes de 1892.

A Bologne on déclara formellement qu'il fallait renoncer à l'idée erronée d'obtenir la transformation de la société par la conquête par voie légale des institutions bourgeoises et que toutes ces institutions étaient inaptées à s'adapter aux conditions de la société nouvelle ; on déclara que l'emploi de la violence serait nécessaire pour déterminer l'éclosion de cette société ; on limita le rôle des députés, jadis prépondérant, au travail de propagande communiste à l'intérieur des institutions bourgeoises et de sapement de ces institutions ; on proclama la nécessité de la dictature du prolétariat.

Le programme de Bologne impliquait, comme tâche principale du parti, la préparation active de la révolution, et principalement des organes destinés à reprendre la ges-

tion sociale : conseils des ouvriers et des paysans, comités d'usine, conseils de l'économie publique, ainsi que l'étude des rapports de ces nouvelles institutions avec les formes d'associations ouvrières existantes, syndicats, coopératives, etc.

Mais les élections législatives vinrent, apportant aux socialistes l'immense succès qui fit de leur parti le parti parlementaire le plus puissant. Et aussitôt la crise latente du parti s'avéra évidente aux yeux de tous.

Le « communisme » de beaucoup de ces candidats qui s'étaient déclarés maximalistes, parce que le maximalisme était à la mode, apparut hientôt on ne peut plus suspect. De plus, en élisant députés une foule de propagandistes, on les soustrayait à leur tâche la plus féconde, et leur situation à l'intérieur du parlement était d'autant plus difficile que, grâce à leur nombre, ils pouvaient influencer sur les luttes parlementaires, même par leur abstention, cette abstention rendant le parti populaire (catholique) maître du parlement.

Seule la section de Turin s'occupa activement de la question primordiale : la préparation des organes de la société nouvelle, et elle publia une revue hebdomadaire : l'*Ordine Nuovo* (l'Ordre Nouveau), où furent discutés à fond les problèmes ayant trait à la constitution et aux rôles des comités d'usine et autres institutions ayant pour but l'organisation de l'ensemble des travailleurs en vue de leur rôle social futur.

Le prolétariat italien tout entier, impatient d'agir et de réaliser, manifestait partout sa volonté, prenait l'initiative de mouvements : il n'y avait qu'à l'aider et à le guider. Mais le plus souvent il attendit en vain les directives qu'auraient dû lui donner ses chefs de file, ou il fut arrêté par eux sur la route où il s'était engagé.

En avril 1919, le prolétariat industriel de Turin, l'un des plus évolués et des mieux organisés de l'Italie, entreprenait la lutte pour l'extension des pouvoirs des commissions intérieures dans les fabriques, mouvement auquel les socialistes turinois l'avaient préparé. Mais pour le triomphe de ce

mouvement il aurait fallu l'appui des organisations ouvrières de toute l'Italie. Ni les dirigeants de la C. G. T., ni ceux du P. S. ne consentirent au déclenchement d'une grève générale. Les Turinois étaient partis trop tôt !

De plus en plus se manifestait dans les organes directeurs du P. S. I. une absence d'initiative et de décision dans l'action et, comme le constataient des socialistes de toutes nuances, depuis le modéré Prampolini jusqu'aux extrémistes de l'*Ordine Nuovo*, les masses impatientes allaient vers l'anarchisme, où elles trouvaient des hommes comme Malatesta, qui croyaient à la nécessité d'une action immédiate.

Aussi conçoit-on sans peine que Lénine et les communistes russes, qui se placent avant tout au point de vue de l'action révolutionnaire, aient fait aux représentants du P. S. I. les critiques que l'on connaît et qui semblent avoir affecté particulièrement Serrati, comme une blessure d'amour-propre.

La fin décevante du grand mouvement d'occupation des usines en septembre dernier, due au manque de décision des chefs socialistes, qui n'osèrent point en prendre la direction, et aux bons offices des dirigeants de la C. G. T., qui jouèrent si habilement qu'ils laissèrent Giolitti prendre tout l'avantage, ne put que confirmer Lénine et ses amis dans le jugement qu'ils avaient porté.

Serrati assure que les Turinois eux-mêmes (mais il ne nomme que Tasca) auraient déclaré qu'il n'était pas opportun d'étendre et de mener à fond le mouvement. Mais il est certain que, d'un point de vue tactique, c'est une erreur profonde que de commencer un mouvement d'une pareille ampleur, si on ne peut le mener jusqu'à la victoire complète. Car s'arrêter à mi-chemin, après avoir porté atteinte aux institutions les plus fondamentales, aux principes les plus essentiels du régime capitaliste, c'est s'exposer nécessairement aux représailles, c'est rendre aux bourgeois désemparés, la possibilité de se ressaisir, c'est favoriser la réaction.

Et ce qui s'est produit depuis devait servir de leçon à

tous les socialistes ou communistes sincères : depuis, la réaction a sévi de plus en plus ouvertement ; on a d'abord emprisonné les anarchistes, puis on a continué en s'emparant des socialistes ; les bandits nationalistes armés, les *fascisti* se sont enhardis et ont pris partout l'offensive contre les socialistes, qui ont été emprisonnés chaque fois qu'ils ont voulu réagir ; la grande lutte sociale s'est désagrégée en une foule de petits épisodes violents et sans but ; les ouvriers, auxquels on avait promis, comme fruit de la « victoire » de septembre, le contrôle syndical de l'industrie, ont été indignement trompés et n'ont jusqu'ici rien obtenu du tout ; enfin les élections municipales n'ont pas donné aux socialistes un succès aussi complet qu'ils l'escomptaient et plusieurs grandes villes, qu'ils espéraient conquérir, sont restées aux mains de leurs adversaires.

En un mot, quand on considère l'ensemble de la situation, on est forcé de reconnaître en toute sincérité que les critiques adressées par Lénine et Zinovieff au P. S. I. sont justifiées.

II

Pourquoi ces critiques ont-elles été si mal reçues par un grand nombre de représentants du parti ?

L'examen attentif de la motion, élaborée par les « communistes unitaires » en vue du Congrès de Livourne et dont on trouvera le texte ci-après, permet d'élucider cette question (1).

Les *Communistes unitaires* occupent presque tout le centre du parti, aujourd'hui très étendu et comprenant des éléments disparates qui vont de Lazzari à Serrati. A ce centre appartient aussi la petite fraction des *révolutionnaires intransigeants* que j'ai signalée dans le numéro de novembre, et qui n'est pas complètement d'accord avec Serrati, comme je l'avais supposé, mais qui se différencie si peu des communistes unitaires qu'elle a jugé indispensable d'indiquer les nuances qui l'en séparent dans une nouvelle déclaration publiée par *l'Avanti!* du 7 décembre (voir mon article dans *l'Humanité* du 5 janvier).

(1) Voir mon article dans la *Revue Communiste* de novembre 1920.

Il existe chez les militants italiens (et c'est le cas pour les communistes anarchistes comme pour les socialistes) un très grand attachement au parti. Quand les Italiens parlent d'« unité de parti » ce terme n'a rien de formel. Le P. S. I. n'est pas un parti « unifié » sous l'influence d'un homme, c'est un parti qui a été un dès le début et dont l'unité est faite des souvenirs d'une lutte commune, lutte rude, acharnée, impitoyable, contre une bourgeoisie tyrannique et bornée, contre des gouvernements autoritaires et brutaux. Presque tous ses militants ont été en prison ou au domicile forcé, ont souffert des persécutions et de la misère.

Ce sentiment de communion dans la lutte s'accompagne naturellement d'un sentiment de fierté commune et c'est ce sentiment, que l'on pourrait appeler le sentiment du moi collectif du parti, qui se manifeste avec une insistance presque gênante dans la motion des « unitaires » : on y rappelle les mérites du P. S. I. pendant la guerre, ses efforts pour la reconstruction de l'Internationale, on proclame qu'il est seul capable d'abattre le régime bourgeois et d'édifier le régime communiste ; il est entré le premier toutes enseignes déployées dans la III^e Internationale.

Ainsi est-il bien entendu que les 21 points de Moscou seront interprétés et appliqués conformément aux conditions actuelles et historiques de « notre pays ». Le P. S. I. a « spontanément » modifié ses statuts à Bologne et s'il a accepté les critères directeurs de la III^e Internationale, c'est qu'ils étaient conformes au vieux manifeste des communistes.

Si le parti affirme son indépendance vis-à-vis du comité exécutif de Moscou, il veut qu'en Italie son autorité soit absolue et que tout le monde lui soit strictement soumis ; il prétend surveiller étroitement ses membres, même dans leur activité intellectuelle.

A y regarder de près on finit par reconnaître qu'un vieux fond du sentiment national fermente encore dans les âmes de ces socialistes et qu'il est aussi pénible aux socialistes italiens qu'aux socialistes français, appartenant les uns et

les autres à des pays de vieille civilisation, de supporter la prédominance, dans l'Internationale, des « barbares » russes. On acceptait bien plus aisément dans la II^e Internationale, la prédominance des Allemands, qui avaient une réputation bien assise de solide et respectable érudition !

Et, en réalité, malgré quelques formules nouvelles, cette motion émane, à n'en point douter, un vieux relent de social démocratie : elle ne répond en rien aux critiques faites au parti ; elle ne parle point de l'œuvre nouvelle à accomplir, de l'œuvre de construction des institutions communistes ; elle se contente d'affirmer une fois de plus le monopole politique et social du P. S. I., du parti traditionnel tel qu'il existe depuis une trentaine d'années ; elle stipule enfin que « tout moyen de conquête peut être adopté dans les limites de l'intransigeance la plus absolue de classe », se rattachant ainsi directement aux traditions de la II^e Internationale, qui se servait aussi de ces formules intransigeantes, que tout membre du P. S. français a sur sa carte d'adhérent, formules qui ne valent que par l'action et qui sont restées si souvent lettre morte.

Il y a dans le terme « communistes unitaires » une singulière équivoque : cette fraction, de l'aveu même de Serrati, comprend des éléments dont le communisme est bien douteux ; en vérité, son « unitarisme » doit s'entendre dans le sens du vieux parti ; c'est l'unité du vieux parti socialiste que les « unitaires » veulent maintenir. Une fraction vraiment « communiste unitaire » ne pourrait exister que dans le sens où l'entend Graziadei, qui voudrait réunir en un bloc communiste unique la fraction communiste proprement dite (aile gauche du parti) et tous les communistes sincères compris dans la fraction dite « communiste unitaire ».

III

Serrati a expliqué sa politique « unitaire » actuelle, qui semble très différente de l'extrémisme intransigeant qu'il avait pratiqué jusqu'au Congrès de Bologne, où il fut l'un

des auteurs de la revision radicale du pacte de Gênes, — dans un article publié par sa revue *Communismo* (1^{er}-15 octobre 1920), on y lit notamment ceci :

« Il faut faire la révolution, mais il faut aussi s'entendre sur la signification de ce verbe *faire*. Faire la révolution ne signifie pas tant inciter l'acte violent résolutif, lequel, selon moi, n'est qu'une conséquence nécessaire de toute une situation et vient donc presque fatalement de lui-même, que préparer les éléments qui donnent la possibilité de profiter, comme parti, de cet acte inévitable et d'en tirer toutes les conséquences socialistes que permettent l'époque et le milieu. »

Dans la revue viennoise *Kommunismus* (n^{os} 47 à 49, 24 décembre 1920, p. 1752) on critique, non sans raison, ce fatalisme révolutionnaire de Serrati. Cette formule de l'acte décisif de la révolution venant « fatalement de lui-même » caractérise la politique de Serrati, qui essaye de donner par là une base théorique « à la tactique suivie par le P. S. I., la tactique qui consiste à suivre, en boitant, les masses qui vont de l'avant, cette tactique des demi-succès, qui ont été le plus souvent aussi des demi-défaites. »

« La conception de la venue fatale de la révolution, défendue par Serrati, et d'après laquelle tous ceux qui veulent faire les préparatifs techniques nécessaires au soulèvement sont flétris du nom d'utopistes et raillés comme des romantiques de la barricade, représente cette altération typique, opportuniste, de la conception matérialiste de l'histoire, grâce à laquelle les social-démocrates de tous les pays réussirent à se servir de cette conception comme d'un paravent, derrière lequel ils s'imaginèrent pouvoir dissimuler heureusement leur inactivité. »

Ainsi s'exprime l'auteur de cet article. Mais moi, qui ne fais point ici de la polémique, mais de l'histoire, je pense qu'il y a, à l'erreur de Serrati, une cause plus profonde qu'un opportunisme conscient.

J'y reconnais l'acceptation irréfléchie de formules, admises depuis longtemps dans les milieux socialistes et dérivant de conceptions philosophiques désormais dépassées.

Dans le même exposé, Serrati écrit : « La situation présente est indubitablement révolutionnaire ». Et cette

phrase, qui, dans d'autres circonstances, pourrait n'être qu'une façon figurée de s'exprimer, correspond bien ici à l'esprit du passage que j'ai cité et révèle une même erreur de conception.

Il n'y a pas de situation révolutionnaire *en soi*.

Il y a des situations difficiles, des situations critiques, économiquement et socialement parlant, des situations qui rendent la vie incertaine, causent de l'inquiétude et du mécontentement et peuvent être favorables à une action visant à un changement de régime.

Mais la situation n'est pas révolutionnaire en elle-même : les gens peuvent être révolutionnaires ou ne l'être pas. Et c'est de l'activité, de leur esprit, de l'ardeur de leur foi, c'est de leur énergie, de leur conscience, de leur volonté que dépend la réalisation de la révolution. L'état de crise d'où sort la révolution pourrait, dans bien des cas, se résoudre dans un sens réactionnaire, si les réactionnaires étaient plus actifs et plus entreprenants que les socialistes.

Il ne s'agit pas là de processus mécaniques, se produisant fatalement dans des conditions données, mais d'actes dans lesquels la volonté des individus entre pour quelque chose. On a vu par mille exemples, pendant et après la guerre, quelle influence peut avoir sur les événements la volonté des individus, souvent même d'un très petit nombre d'individus, et, en ce qui concerne le socialisme, quelle influence, néfaste ou bienfaisante, peuvent avoir les chefs sur l'action de tout un parti.

Ce déterminisme étroit, ce fatalisme matérialiste, qui se révèle dans ces phrases de Serrati, est une conception périmée, qui remonte à l'époque où les hypothèses mécanistes dominaient la psychologie et la sociologie. Cela rappelle le temps des Lombroso, des Ferri... et de la II^e Internationale.

Il y a belle lurette qu'en Italie même on a surpassé ces conceptions et que Merlino, Antonio Labriola et Croce ont approfondi et précisé les données des problèmes, résolus

d'un trait de plume par les épigones et les popularisateurs de Marx.

Mais certaines formules commodes gardent toute leur vogue dans les réunions publiques ; et les occidentaux, qui parlent de « situations révolutionnaires » et de révolutions qui se produisent d'elles-mêmes, se croient en droit, du haut de leur déterminisme scientifique, de rallier le fatalisme des orientaux.

Un autre trait qui appartient aussi à la psychologie des socialdémocrates de la II^e Internationale est apparu dans les dernières polémiques de Serrati : c'est une animosité extraordinaire contre les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes, qu'il n'avait nullement démontrée pendant la guerre (je pourrais même citer un article de lui, paru dans l'*Avanti* qui était d'un tout autre ton). Il ne peut pardonner, semble-t-il, aux communistes de Moscou d'avoir bien accueilli Armando Borghi, secrétaire de l'Union Syndicale italienne (syndicalistes révolutionnaires) et adversaire des dirigeants de la C. G. T. italienne, qui appartiennent à l'extrême droite du parti et ne veulent pas se séparer de l'Internationale d'Amsterdam.

Les communistes russes, qui considèrent la révolution sociale comme l'objectif essentiel, comprennent que, du point de vue de l'action révolutionnaire, il n'y a pas d'ennemis à gauche, et qu'ils ne trouveront de ce côté personne qui veuille ralentir l'action.

Il règne en ce moment dans le P. S. I. un verbalisme révolutionnaire, que l'on trouve même dans la motion de la fraction de droite (dite de *concentration socialiste*) et qui pourrait faire illusion au spectateur non averti. Mais quelle est la capacité révolutionnaire du parti ? Ce n'est point un vote de Congrès qui pourra répondre à cette question, mais seulement l'action du parti dans un avenir prochain.

Il est certain que nous nous étions exagéré cette capacité, à cause de l'attitude du parti pendant la guerre. La guerre a constitué une grande expérience, mais cette expérience

ne fournit point un moyen sûr de juger de la valeur sociale des hommes, comme on est porté à le croire.

L'importance du P. S. I. dans l'avenir dépendra surtout de la valeur de ses nouveaux éléments, qui appartiennent, pour la plupart, à la *fraction communiste* proprement dite (gauche du parti). Mais il est encore difficile de porter un jugement à ce sujet, bien qu'une initiative aussi intéressante que celle des socialistes de Turin, groupés autour de l'*Ordine nuovo*, en vue de l'étude et de la création des institutions de la société nouvelle, fasse concevoir de grandes espérances.

Jacques MESNIL.

Le 2^e Congrès de l'Internationale communiste

(Rapport de Zinoviev à la séance des Soviets de Petrograd, le 20 août 1920.)

Permettez-moi, camarades, de vous raconter ce qui s'est passé au deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Mais je tiens à vous prévenir que n'ayant pu préparer tous les documents, je donnerai donc simplement un aperçu général des travaux du Congrès.

Camarades, nous avons donné à notre Congrès le nom de Congrès mondial. Après avoir entendu le rapport fait par une personne qui a participé à ce Congrès, vous verrez que ce n'est pas là une fanfaronnade de notre part, mais que le Congrès, d'après sa composition, était réellement un Congrès mondial. J'ai sous les yeux la liste de toutes les délégations y ayant participé. Je vais vous les lire en donnant seulement les noms des différents pays. Il y avait donc à notre Congrès : l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Suède, l'Espagne, la Hongrie, le Portugal, l'Italie, le Mexique, la Suisse, la Turquie, la Pologne, la Galicie orientale, la Lettonie, la Russie Blanche, la Géorgie, la Lithuanie, la Perse, la Corée, l'Amérique, la Hollande, les Indes, la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Esthonie, la Tcheco-Slovaquie, l'Arménie, la Belgique, l'Azerbeïdjan et, bien entendu, notre Russie. Vous voyez, d'après cette énumération, qu'étaient représentés à notre Congrès tous les pays possédant un mouvement ouvrier de quelque importance et un mouvement révolutionnaire. Nous avons donc pleinement le droit d'appeler notre Congrès un Congrès mondial.

A la même époque où siégeait l'Internationale Communiste, eut lieu à Genève le Congrès de la II^e Internationale, l'Internationale jaune. Nous ne savons pas encore quels

sont les partis qui y étaient représentés ; mais si de la totalité des partis ouvriers du globe, on retire les partis se trouvant, non pas à Genève, mais à Moscou, il reste pour Genève un chiffre qui se rapproche beaucoup de zéro. Nous pouvons donc dire, camarades, qu'à Genève siégeaient ou bien ces « socialistes » qui sont franchement des jaunes et qui, depuis longtemps, sont devenus les agents de la bourgeoisie, ou bien des partis d'apparence socialiste. Parmi le premier groupe se trouvait le parti socialiste allemand des Noske et des Scheidemänner ; il y avait aussi deux délégués hongrois, j'ai malheureusement oublié leurs noms, mais il me suffira de vous dire que l'un d'eux a été démasqué, déjà du temps de la république bourgeoise, comme agent provocateur ; l'autre se trouve au service de l'amiral Horthy et va quand même au Congrès International de Genève. Aux yeux du prolétariat international, de Genève. Aux yeux du prolétariat international, le parallèle s'établit ainsi : d'un côté on voit se rassembler à Moscou tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière internationale aimant la lutte et, d'un autre côté, à Genève, capitale d'une petite république, à l'esprit petit bourgeoisement démocratique, on voit les représentants de la vieille socialdemocratie pourrie. Ces traîtres représentent tout un musée, un royaume des ombres. Nous voyons là M. Vandervelde ; nous y rencontrons des agents provocateurs « socialistes », puis des personnes qui participent aux tortures de Budapest, etc. Et cette honorable société s'appelle la deuxième Internationale.

Nous ne sommes pas en mesure de vous faire connaître les résolutions de Genève. Les journaux avaient seulement publié une petite notice d'après laquelle Troelststra, l'opportuniste hollandais connu, avait rédigé une résolution disant que, pour obtenir la victoire, la classe ouvrière pourrait avoir recours à la grève générale. Troelstra cherche à dorner l'Internationale jaune ; et il la représente à la classe ouvrière comme une organisation plus ou moins acceptable pour le prolétariat. Il veut clopiner derrière le mouvement

international et déclare généreusement que les ouvriers auront la permission de faire grève. On dit cela aujourd'hui où la classe ouvrière a passé depuis longtemps de la grève générale à la révolte armée. Car la classe ouvrière, je ne parle pas seulement de celle de la Russie, de la Finlande, de la Lettonie, de l'Allemagne, a eu plusieurs fois recours en dernier lieu à la résistance armée. Dire aujourd'hui que la grève générale est l'arme suprême, c'est venir en aide à la bourgeoisie. Naturellement, la bourgeoisie ne veut même pas de la grève générale, c'est évident. Mais elle préférera certainement nous voir garder, comme arme suprême, la grève, les bras croisés. Les éléments restés dans la deuxième Internationale tirent le prolétariat international en arrière, vers la théorie des bras croisés. Les éléments qui se sont réunis sous la drapeau de la troisième Internationale mènent le prolétariat mondial en avant et lui démontrent que la méthode éprouvée de la résistance armée doit être employée sans cesse jusqu'à ce que le prolétariat ait délivré, par le fer et par le feu, l'humanité du joug du capitalisme.

Camarades, à notre 2^e Congrès mondial ont participé des partis et des groupes qui n'avaient pas tous la même valeur.

Chaque ouvrier conscient comprendra qu'après la crise que la classe ouvrière internationale a traversé, à la suite de la guerre impérialiste, qu'après la débâcle de la deuxième Internationale qui a détruit les espoirs les plus chers des prolétariats avancés, qu'après ce que nous avons vu, il y a six ans, où des centaines de vieux chefs socialistes passent du côté de la bourgeoisie, où, dans la deuxième Internationale toutes les idées furent renversées et où le noir commençait à s'appeler blanc, après tout cela il est naturel que la classe ouvrière traverse une grande crise d'idées. Il serait plutôt étonnant que les choses allassent tout droit. Il fallait que la classe ouvrière se ressaisisse, il lui fallait trouver dans son sein des chefs nouveaux et elle avait à reconstruire ses organisations contre la bourgeoisie et les social-traîtres.

La guerre finie, il lui fallait s'orienter à nouveau dans un milieu incroyablement compliqué. Il est très compréhensi-

ble que des tendances nouvelles aient surgi dans la classe ouvrière. Ce sont ces groupes et ces tendances nouveaux qui étaient représentés au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous avons là toute une série de groupes ; le noyau en était formé de partis qui étaient communistes grâce à leur tradition, leur histoire et leur organisation. Et, en même temps, nous avons des délégués dont les organisations, les tendances et les idées n'étaient qu'imparfaitement formées et qui étaient nées de la débâcle de la 2^e Internationale et de la crise gigantesque du monde capitaliste. Au Congrès étaient venus les représentants de la meilleure partie du nouveau mouvement, connus en Angleterre et en Australie sous le nom de Shop Stewards Committees et qui en Amérique et d'autres pays prend le nom de I. W. W. (Industrial Workers of the World). D'après leur programme, ces derniers ne sont pas des partis purement communistes. Ils ont derrière eux une histoire différente de la nôtre, par exemple, ou de celle des camarades hongrois. Ils sont nés de la guerre. Ils représentent, ainsi que je l'ai dit un jour dans un article, un poing brandi contre l'ordre capitaliste ; mais il leur manque un programme clair. Dans l'esprit de ces combattants ne règne pas encore une grande clarté. Il leur reste une foule de préjugés syndicalistes et anarchistes. Quelques partisans de ces organisations se séparent de nous sur ce problème s'il faut profiter de la tribune parlementaire pour faire de la propagande communiste-révolutionnaire. D'autres ne saisissent pas bien le rôle du parti. D'autres encore ont des idées particulières sur le rôle des syndicats ; ils croient que les syndicats peuvent remplacer le parti. Il y a beaucoup de divergence d'opinions entre ces groupes et nous. Nous, les communistes, nous nous trouvâmes en face de ce problème ; devons-nous, oui ou non, accepter parmi nous ce groupe nouveau, assez nombreux qui, comme je l'ai déjà dit ne possède pas une organisation bien déterminée, mais qui exerce une grande influence spirituelle sur des milliers d'ouvriers de différents pays ? Devons-nous nous séparer

d'eux parce qu'ils n'étaient pas encore parvenus à une conception claire et complète du communisme ? ou bien devons-nous les admettre dans nos rangs pour qu'ils s'instruisent à l'intérieur de la troisième Internationale et pour qu'ils abandonnent leurs préjugés et deviennent des communistes achevés.

La deuxième Internationale avait des traditions déterminées. Toute personne au courant de son histoire sait que tout groupe ouvrier qui avait une opinion autre que celles prescrites par la II^e Internationale était punie d'ostracisme. On le raillait, on ne l'admettait pas aux Congrès, on le montrait du doigt : voyez ces « syndicalistes », ah ! nous ne sommes pas des misérables comme ces criminels-là. La III^e Internationale ne pouvait pas suivre cette voie. Nous combattons et nous combattons toujours le manque de clarté syndicaliste, les brouillaminis et les préjugés qu'on trouve dans ces organisations. Mais nous n'oublions pas que dans ces organisations luttent des milliers de prolétaires qui veulent sincèrement la chute de l'ordre capitaliste, qui seront avec nous sur les barricades pour combattre le capital international et qui, comme nous, sont les ennemis jurés de l'ordre bourgeois. Et aujourd'hui cela est la chose la plus importante. Avec ces groupes révolutionnaires qui, il est vrai, ne rallient pas nos groupes en Angleterre, ni en Amérique, en Australie et en France, mais qui se prononcent carrément pour la dictature du prolétariat, qui soutiennent sincèrement le régime des soviets, qui s'acheminent vers la III^e Internationale et s'obligent à suivre ses résolutions, avec ces ouvriers-là, nous faisons route commune et nous les appelons dans nos rangs pour qu'ils se débarrassent parmi nous, sans douleur, de leurs préjugés.

Je dois avouer que cette décision ne fut pas prise par nous sans une certaine lutte. Quelques délégués du parti communiste, notamment un délégué de la K. P. D. (parti communiste allemand ; j'en ai touché quelques mots dans les journaux) disaient : « On nous a délégués pour le Congrès des Communistes, mais vous voulez inonder ce Congrès

de représentants des *Shop Stewards Comitees* et des I.W.W. Vous transformez le caractère du II^e Congrès de l'Internationale communiste ; c'est tout autre chose que ce que nous voulions ». On nous faisait remarquer que nous devions rassembler avant tout un groupe de personnes ayant les mêmes idées, sans chercher à obtenir un grand nombre de délégués. Et lorsque, par une majorité écrasante, nous décidâmes, dans le comité exécutif, d'admettre ces groupes, le même représentant allemand de la tendance doctrinaire fit un discours d'après lequel nous avions « enterré » la III^e Internationale.

Si je raconte cet épisode, c'est qu'il est d'une importance internationale et qu'il nous faut bien examiner si la voie prise d'abord par nous, et ensuite par tout le Congrès, est la bonne. Cette réflexion que l'Internationale communiste était perdue, nous fit bien rire.

Je crois, camarades, que toute personne qui réfléchit à la situation doit avouer qu'il ne peut être question de la perte de l'Internationale à la suite de notre résolution. Nous avons admis dans nos rangs les délégués d'organisations *ouvrières* et d'associations *ouvrières* ; ce sont des représentants de ces partis qui sont attirés vers la III^e Internationale et qui, tel le papillon volant vers la lumière, vont à Moscou pour y suivre les directives qui partent de là-bas ; pendant la guerre, ils ont prouvé, par des actes, qu'ils étaient des lutteurs révolutionnaires contre le capitalisme. Nous faudrait-il donc fermer la porte de l'Internationale communiste à ces groupes d'ouvriers qui marchent avec nous, et cela au moment où la classe ouvrière s'est retrouvée, où elle commence à s'organiser internationalement et quand les dernières luttes décisives nous attendent ? Leur fermer la porte au nez à un moment où la prépondérance intellectuelle du communisme est reconnue partout, à un moment où le prolétariat russe, dirigé par le parti communiste, représente le pouvoir principal ? Pouvons-nous écarter à un tel moment des groupements de *prolétaires* qui n'ont conservé certains préjugés qu'à la suite des vieilles histoires de la

II^e Internationale et, en partie, à cause de l'état actuel de l'Europe ?

Mais même les partis qui se croient communistes ne le sont parfois, point du tout. Je prends comme exemple le parti italien. Ce parti est un des meilleurs. Les ouvriers italiens ont des idées tout à fait révolutionnaires. La révolution prolétarienne y est arrivée à maturité. Et, malgré cela, il se trouve dans ce parti une fraction importante de réformistes mencheviks. Dans le groupe parlementaire des socialistes italiens, il y a presque une centaine d'avocats mibourgeois qui seront tout prêts à saboter la révolution ouvrière. L'habituel vieux fonctionnaire du mouvement syndicaliste italien est un franc réformiste ; s'il soutient le communisme, c'est par force, parce que les ouvriers le poussent. En voyant une pareille situation dans le parti italien peut-on s'étonner qu'il se trouve deux à trois cent mille ouvriers italiens, qui ont bien des idées révolutionnaires, mais qui se tiennent en dehors du parti communiste pour suivre les syndicalistes anarchistes. Il est naturel que les ouvriers révolutionnaires auxquels le sol brûle les pieds et qui veulent la lutte décisive contre la bourgeoisie italienne, que ces ouvriers n'aiment pas un parti qui supporte dans son sein des réformistes. De plus, il s'est formé un groupe d'ouvriers révolutionnaires qui n'adhèrent pas au parti communiste. Puis il y a encore, en Italie, une « Unione Syndicale » à la tête de laquelle se trouvent des syndicalistes et des anarchistes, dont quelques-uns ont un esprit révolutionnaire brouillon ; mais dans son ensemble cette union représente surtout une organisation d'ouvriers révolutionnaires qui se tiennent prêts à la lutte finale contre la bourgeoisie.

Nous voyons la même chose se passer en Angleterre et en Amérique. Vous savez tous que, ni en Angleterre, ni en Amérique, il n'existe de fort parti communiste. L'opportunisme y est tellement opiniâtre et il a si bien pénétré le mouvement ouvrier qu'on n'a pas encore réussi à y créer un fort parti communiste. En Angleterre et en Amérique tout ce qui est révolutionnaire, tout ce qui est contre l'opportu-

nisme, cherche à s'échapper. Ces éléments s'assemblent en différents groupes, à la façon des *Shop Stewards Comitees*, des I. W. W., etc. Par des voies détournées, ce mouvement parvient à la formation d'un groupe communiste. L'histoire se plaît à marcher en zig-zag. Nous qui nous plaçons au point de vue de l'Internationale, nous sommes obligés de considérer qu'il n'existe pas encore dans un pays comme l'Angleterre ou l'Amérique, un fort parti communiste, mais qu'il y a un mouvement prolétarien peu prononcé, informe, mais nettement révolutionnaire et évoluant vers le communisme. Nous devons nous rallier ce mouvement, nous devons organiser ses partisans, les instruire et leur donner une organisation bien déterminée avec des mots d'ordre.

Partant de cette conviction, nous avons soutenu que ce nouveau mouvement informe est nettement le résultat de l'époque transitoire d'après-guerre et que nous devons le prendre en remorque, parce que ces éléments désirent adhérer à l'Internationale communiste et veulent combattre avec nous la bourgeoisie. Ces groupes, que j'appelle doctrinaires, nous répliquèrent : « Nous sommes obligés de combattre aussi bien les éléments de droite que ceux de gauche, du moment qu'ils s'écartent du communisme ». Nous répondions : « Non et mille fois non ! Certes, nous sommes obligés de combattre les écarts de la droite et de la gauche, mais pas dans la même mesure et pas par les mêmes moyens. Nous sommes obligés de combattre le réformisme et le social-pacifisme. Contre ces mouvements, il nous faut mener une guerre d'extermination. Ce sont nos ennemis de classe. Quelques réformistes méritent peut-être, en tant qu'individus, toute notre estime, mais, pour le moment, ce sont eux qui entravent le plus le mouvement communiste. Il faut mener contre eux une guerre d'extermination. Voici notre ultimatum : chasser ces éléments des rangs du parti communiste. Contre l'opposition de « gauche » (gauche entre guillemets, car rien ne peut être plus à gauche que le communisme) contre cette « gauche », il faut se servir d'un autre système. Nous avons ici affaire à des hommes

qui seront les communistes de demain. Ce sont les troupes d'élite des ouvriers révolutionnaires qui marcheront demain avec nous.

Nous nous sommes entendus avec la tendance doctrinaire. Au moment du vote dans l'Exécutif, tous, sauf trois ou quatre voix, optèrent pour la motion du parti russe qui disait que ces groupes, issus d'une époque transitoire, étaient des groupes de prolétaires qu'il fallait avoir dans nos rangs. Et en effet, nous les avons gagnés à nous.

Après un travail de quinze jours (un Congrès est toujours une grande école pour chacun d'entre nous), après un travail de quinze jours, nous pouvons dire avec satisfaction que nous avons bien agi. Car nous nous sommes séparés de « l'aile gauche » en toute amitié. Et ils iront en Angleterre, en Amérique et en d'autres pays pour y défendre nos idées et pour aider leurs partisans à liquider leurs préjugés. Je tiens cela pour une des conquêtes les plus importantes de notre deuxième Congrès. Nous avons gagné une foule de nouveaux ouvriers sincères et loyaux. Nous avons gagné les délégués de milliers d'ouvriers, demain, peut-être, de millions d'ouvriers, qui sont possédés du désir d'entrer dans la lutte finale contre la bourgeoisie, mais qui ne savent pas encore comment ils doivent s'organiser et qui manquent encore d'un programme net. Ce programme leur sera donné par l'Internationale communiste. Aidées par nous, ces organisations élaboreront une bonne tactique de combat. Nous n'avons pas mis à la porte ce groupe transitoire, mais nous l'avons admis dans la III^e Internationale pour aider les ouvriers des autres pays à reprendre pied.

Camarades, à notre Congrès était encore représenté un groupe spécial. C'était le groupe des pécheurs repentis : des délégués du parti socialiste français et des délégués des indépendants allemands. Le parti français est le parti officiel de ces socialistes qui, pendant la guerre, se sont mis complètement du côté de la bourgeoisie et qui commencent aujourd'hui à se reprendre, du moins un de ses groupes : il vote contre les crédits militaires et contre le traité de Ver-

sailles et il désire maintenant adhérer à la III^e Internationale. Le parti allemand compte un million d'ouvriers organisés et représente certainement, d'après son nombre, le parti ouvrier le plus puissant de l'Allemagne. Ces deux groupes étaient représentés à notre Congrès par des délégués officiels et la question de savoir comment nous devions nous comporter envers eux était d'une importance capitale. Car de notre attitude dépendait la voie que suivra tout le mouvement communiste. C'est pourquoi je vais m'attarder un peu à vous dire notre attitude en face du parti socialiste français et allemand.

Cachin et Frossard étaient envoyés par le parti français. Cachin est rédacteur de l'organe central, Frossard est le secrétaire du parti. Cachin appartenait à ces hommes qui, au commencement de la révolution russe, étaient pour la continuation de la guerre et pour l'offensive inspirée par Kerenski, mais qui le regrettent aujourd'hui sincèrement. Cachin est un lutteur convaincu de la classe ouvrière et un homme absolument désintéressé. Cependant, il a causé, autrefois, bien du mal par sa tactique pendant la guerre. Avant l'ouverture du Congrès, Cachin déclarait franchement, dans une séance à Moscou, qu'il *reconnaissait* ses erreurs et qu'il demandait pardon à la classe ouvrière au nom de ses amis. Il disait textuellement : « Je vous demande pardon ». Camarades, on dit en russe : « L'épée ne frappe pas une tête qui se repent ». Il ne nous resta donc qu'à accepter ses excuses. Mais ce qui est important, c'est le côté politique. Dans le parti français, se trouvent plusieurs de ces hommes qui se repentent sincèrement et qui demandent qu'on leur pardonne. Mais il y a aussi des hommes qui adhèrent par diplomatie ; ils sentent le sol se dérober sous leurs pieds et ils savent que la seule puissance, c'est la III^e Internationale. Ces hommes sont habitués à communier dans plusieurs chapelles. Ils ne sont pas habitués à lutter pour leurs idées. Puisque la III^e Internationale est victorieuse, ils voudront se lier avec elle en espérant que cet orage passera et qu'un beau jour, le bon soleil de la bourgeoisie reluira

pour réchauffer les vieux os de l'opportunisme international.

Beaucoup de ces « diplomates » déclarent aujourd'hui qu'ils se placent sur le terrain de l'Internationale communiste. La même chose s'est produite il y a un an ; beaucoup de représentants de la bourgeoisie de Moscou et de Pétrograd prétendaient qu'ils se plaçaient sur le terrain de gouvernement des soviets. Lorsque quelqu'un s'est placé sur un terrain, il ne peut plus aller ailleurs. Les chefs de l'opportunisme international déclarent aujourd'hui se placer sur notre terrain. Nous les avons invités à notre Congrès pour donner au prolétariat russe et international la possibilité de les connaître et pour qu'ils puissent s'en faire une idée.

Presque jusqu'à la fin, ils prirent part au Congrès et aux travaux de notre commission. Nous leur avons donné une réponse nette : les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Vingt-et-une conditions ! Nous nous sommes creusés la tête pour trouver dix autres conditions, pour rendre la chose plus difficile, mais notre imagination était épuisée. Cependant nous croyons que ces vingt et une conditions suffiront. On dit qu'un chameau ne passera pas facilement par un trou d'aiguille, eh bien, il ne sera pas plus facile à un opportuniste de venir à bout des vingt et une conditions. La première condition est que tous les journaux soient rédigés par des communistes éprouvés. Cette première condition est pour eux inacceptable parce que les opportunistes sont des docteurs et écrivains qui vivent de leur métier d'écrivain. De plus, nous demandons que ces postes soient occupés par des communistes sûrs et éprouvés qui se trouvaient déjà auparavant dans la III^e Internationale. Nous demandons que ceux qui votent contre les vingt et une conditions soient exclus. Nous exigeons l'exclusion de tous les éléments douteux, etc.

Lorsque les Français partirent, nous donnâmes à Cachin une lettre ouverte aux ouvriers français. Dans cette lettre, nous avons mis le doigt sur la plaie du parti socialiste français. Nous faisons remarquer que, dans son ensemble, le parti était contre-révolutionnaire et que ses journaux pour-

suivaient une politique petit-bourgeoise, et non pas révolutionnaire. Nous donnions les noms de tous ces messieurs les socialistes qui se trouvent à la tête de leur parti et qui, sur l'ordre de la bourgeoisie, menaient d'abord le peuple à l'abattoir et qui, sentant le vent, se tournent maintenant vers l'Internationale communiste. Nous leur donnâmes cette lettre et ils promirent de la publier dans tous les journaux du parti. Quelques pécheurs repentants devaient se châtier eux-mêmes. Cette lettre tenait un langage si clair que tout ouvrier conscient devait dire en la lisant : « Tout ça, ce sont des visages connus ». Nous avons fait cela pour qu'un nouveau classement se produise dans le parti socialiste et que les éléments révolutionnaires honnêtes se mettent à part. Nous n'avons pas fait entrer ce parti à l'Internationale communiste et nous ne l'admettrons pas tant qu'ils n'auront pas chassé tous les opportunistes. A notre Congrès, il fut beaucoup question de la nécessité d'une « purification ». En effet, il y a des partis qui doivent se nettoyer sérieusement l'estomac ! Eh bien, camarades, nous demandons que toutes les organisations qui ont beaucoup nui à la cause de la révolution internationale prolétarienne soient purifiées. Nous n'avons pas encore admis le parti français. Il nous importait de faire comprendre à chaque ouvrier qu'on ne peut entrer dans la III^e Internationale qu'après avoir purifié auparavant le parti et après en avoir exclu tous ceux qui agissent dans le sens de la bourgeoisie. Nous avons suivi la même tactique vis-à-vis des Indépendants allemands, qui constituent le parti le plus puissant, il possède un million de membres. D'après sa composition, c'est nettement un parti de prolétaires. En ce moment relativement calme, plusieurs milliers de ses membres se trouvent en prison. Bien entendu, en voyant un fait pareil, nous nous inclinons respectueusement devant ces milliers d'ouvriers enfermés dans les geôles bourgeoises de l'Allemagne et nous disons : Puisqu'il y a là-bas tant de combattants, il est évident que beaucoup d'entre eux veulent mener une sérieuse lutte révolutionnaire. Nos amis, qui étaient venus d'Allemagne, étaient tous d'ac-

cord pour dire que, pendant les actions en masses, la plus grande partie des ouvriers indépendants marchaient avec eux, côte à côte et qu'on ne distinguait qu'à peine un ouvrier communiste d'un indépendant de gauche. Voilà un fait dont nous devons tenir compte. Par conséquent, nous cherchâmes à séparer les deux ailes du parti indépendant allemand. Son aile gauche n'existe malheureusement pas en tant qu'organisation. Il n'était pas encore capable de s'organiser et de fonder un groupe centralisé. Au point de vue intellectuel, il commence cependant à se grouper et à se défendre contre l'aile droite qui, sous les coups de la lutte des classes, se voit obligée de plus en plus de reculer. A notre Congrès, il y avait deux membres de la gauche et deux membres de la droite du parti indépendant. Nous les avons admis avec voix consultative, quoique certains y voyaient une profanation de notre Congrès. Il nous semblait nécessaire, pour les ouvriers allemands, que toutes les menées du parti indépendant fussent dévoilées devant un auditoire, tel que le Congrès international, que la lutte sourde des deux tendances au sein du parti fut mise à jour et qu'il nous fut possible de poser clairement nos questions. Je ne puis m'attarder à tous les détails de la lutte, mais je constate que dans la dernière séance de l'Exécutif de l'Internationale communiste, après le Congrès, nous pouvions voir que la délégation des Indépendants s'était divisée. La première moitié, Dittmann et Crispin, déclarèrent que d'un côté « ils ne pouvaient pas ne pas reconnaître », mais que d'un autre côté, « ils devaient avouer que nous exigeons trop ». Au même moment, l'autre moitié déclara ouvertement, par la bouche de Daumig et Stocker, qu'elle acceptait toutes les conditions posées par le Congrès et qu'elle demanderait à son parti l'adhésion sans réserve à l'Internationale communiste et l'acceptation de nos conditions. Dans ces conditions, nous demandons, soit dit en passant, l'exclusion de Kautsky et de Hilferding.

Camarades, cette scission est surtout importante parce qu'elle fera probablement son chemin à travers la masse

ouvrière, et nous sommes convaincus que la plupart des ouvriers qui marchaient avec les communistes seront de notre côté. Nous sommes fermement convaincus que la scission parmi les chefs entraînera une scission rapide parmi les masses. Et nous sommes encore persuadés que nous réussirons enfin à créer en Allemagne un parti communiste de masses dans lequel entrera aussi bien le Spartakusbund que l'actuel parti communiste K. A. P. D. (Nous avons invité ce dernier expressément à notre Congrès et lui avons accordé une voix consultative, mais personne n'était venu. L'autre parti communiste K. A. D. avait envoyé deux membres, Rühle et Merges, mais ils s'étaient esquivés au dernier moment parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts pour discuter nos divergences d'opinions). Nous espérons que l'élite des Indépendants et des Spartakistes arrivera, sous la direction de l'Internationale communiste, à créer un parti communiste de masses, appuyé sur des centaines de milliers de prolétaires qui se seront séparés de l'aile droite confusionniste des Indépendants et qui accepteront le programme élaboré par le deuxième Congrès de l'Internationale communiste.

Voilà ce que j'avais à dire sur les différents groupes et sur la lutte de principes du Congrès. L'activité de ce Congrès vous est connue dans son ensemble par la lecture des journaux. La première question à l'ordre du jour, et la première aussi par son importance, c'était la question du rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Cette question se pose le plus nettement en Russie où l'expérience nous a démontré combien nous avons besoin du parti. Mais cette question n'a pas encore été résolue d'une manière internationale. Il y a des groupes révolutionnaires qui croient un parti communiste inutile. Nos bons amis, les syndicalistes français de gauche écrivaient un article sous le titre : « Tout le pouvoir aux syndicats ». Ils disent : « Le gouvernement des soviets est nécessaire ; tout ce qu'il a fait était nécessaire, mais qu'a-t-on besoin d'un parti ; les syndicats, eux aussi, sont capables de faire tout cela ! » Et la même

chose est dite par les I. W. W., les *Shop Steward Committees* et d'autres organisations.

Cette conception erronée s'explique facilement : « Chat échaudé craint l'eau froide ». Les camarades d'Angleterre, de France et d'Amérique se sont brûlés à leurs partis « socialdémocrates » et ils croient maintenant que chaque parti doit trahir et qu'il n'existe pas de parti resté fidèle, à son drapeau rouge, une fois entré au Parlement. Pour eux, la lutte politique correspond à la lutte au Parlement. Et ils craignent le Parlement comme le feu. Quand on y entre, on trébuche aussi sûrement que sur un parquet ciré.

Ces sentiments sont compréhensibles ; on ne peut les combattre que par la propagande et l'action directe. Nous devons montrer par l'action qu'il existe réellement des partis de prolétaires communistes qui, avec une discipline de fer, ont été fondus par les chefs en une seule pièce et qui savent marcher à la tête de notre classe pour la conduire en avant, malgré toutes les difficultés de son existence. Aujourd'hui, les ouvriers ne peuvent être convaincus que par l'action. Au Congrès, nous disions à ces « gauches » : Vous ne croyez pas qu'il existe d'autres partis ouvriers politiques que ceux des Scheidemann et des Henderson ; mais regardez : Voici le parti communiste de Russie, voilà quels sont ses rapports avec la classe ouvrière, voilà quelle est son importance spécifique dans la lutte mondiale. Vous ne croyez pas qu'il y ait des partis politiques honnêtes ? Mais nous avons le parti communiste allemand, avec son chef parlementaire, Karl Liebknecht qui savait tenir haut le drapeau rouge et mourir pour lui. Vous avez le K. P. D. (parti communiste allemand) qui s'est relevé après de lourdes défaites. Vous ne croyez pas qu'il y ait de partis d'un autre calibre que le vieux parti socialdémocrate usé ? Vous avez encore le parti communiste hongrois qui a su saisir le pouvoir au moment le plus difficile pour redevenir ensuite illégal et se préparer aujourd'hui, comme parti illégal, à une nouvelle lutte. Nous faisons remarquer que, dans les petits pays, de nouveaux partis communistes sont en voie

de formation. Nous disions : L'ère nouvelle produira aussi des prolétaires nouveaux qui resteront fidèles à la classe ouvrière que celle-ci les envoie au Parlement ou ailleurs. Quoiqu'ils fassent, qu'ils se servent de la mitrailleuse, qu'ils deviennent des gardes rouges, qu'ils se trouvent à la tête du ravitaillement, etc., toujours ils seront fidèles à leur classe et prêts, au moment décisif, à donner leur vie pour elle. Et *cet argument*, camarades, ne manqua pas son effet. Si nous leur avions fermé la porte au nez en disant : nous sommes des communistes « purs », mais vous êtes impurs, allez-vous-en et attendez que vous soyez aussi sages que nous, en faisant cela, nous n'aurions servi que la bourgeoisie. Mais en ouvrant devant eux les portes de l'Internationale communiste, en les invitant dans nos Commissions, en leur racontant l'histoire de notre propre lutte dans le mouvement syndicaliste russe, comment les Syndicats étaient d'abord mencheviks, et quels rôles ont joué les soviets du temps de Kerenski et quel rôle important fut tenu par la minorité du parti qui montra aux soviets la voie à suivre ; en leur démontrant, par des exemples vivants le rôle d'un véritable parti communiste comme guide de la révolution prolétarienne, en leur montrant ce rôle *avant, pendant et après* la victoire, c'est-à-dire au moment où il fallait organiser le pouvoir du Gouvernement et aussi l'armée, après avoir fait tout cela, ils comprirent notre point de vue.

Nous leur disions : « Vous croyez que les Syndicats peuvent tout faire et qu'eux seuls suffisent à la tâche ? Mais comment sera organisée l'armée rouge ? Peut-être suivant chaque métier, c'est-à-dire que chaque métier aura son armée, une armée d'ouvriers du textile, une armée de métallurgistes, etc. ? Non, on a besoin d'une armée rouge *unique* et il faut un pouvoir *unique* pour l'organiser. Ce pouvoir, c'est notre parti. Notre argumentation s'appuie sur les expériences de la révolution prolétarienne, la plus formidable qui s'est emparée, pour ainsi dire, de la moitié du monde. Ces arguments ne pouvaient être réfutés par les

camarades qui désiraient sincèrement la révolution prolétarienne. Et comme nous nous y attendions, la plupart de ces camarades se sont mis de notre côté. La Commission a élaboré une résolution sur le rôle du parti prolétarien qui fut votée à l'unanimité. Rosmer, délégué de la minorité syndicaliste française vota pour elle, de même que le délégué des Shop Stewards Comitees, le camarade Ramsey, qui exprima les idées de tout le groupe anglo-américain. C'était le coup le plus formidable porté à la vieille idéologie, le coup le plus formidable porté à la II^e Internationale. De cette façon, nous nous sommes libérés du danger de voir naître dans le mouvement ouvrier actuel de nouveaux groupes qui pourraient devenir des jouets entre les mains de la bourgeoisie.

Dans cette question, nous avons remporté la plus grande victoire morale du communisme, en tant qu'élite communiste. Et j'y vois une des conquêtes principales du Congrès.

Les débats sur le parlementarisme, dont je voudrais toucher quelques mots, se passèrent de la même façon. Nous faisons la proposition de reconnaître le parlementarisme révolutionnaire comme une des méthodes de notre manière de lutter. Lorsqu'on nous répondit qu'il n'y pouvait avoir de parlementarisme révolutionnaire, nous montrâmes Karl Liebknecht et les députés bolchevistes russes dans la Douma tzariste.

On nous répliqua : « C'est entendu, mais chez vous, en Russie, il en va autrement, il existait chez vous une situation révolutionnaire ». A quoi nous répondîmes : « Mais aujourd'hui, la révolution est partout dans l'air, la révolution mondiale existe. La nouvelle ère révolutionnaire produit aujourd'hui des parlementaires révolutionnaires. La révolution mondiale est devenue un fait. A ce point de vue, il n'y a pas de différence entre vous et la Russie. L'ère révolutionnaire a commencé partout. Il se crée partout une situation nouvelle dans les parlements, on entend des discours nouveaux, on va y faire pénétrer le grand air, les tourbillons, de nouveaux orages révolutionnaires. »

Dans cette question, nous avons également obtenu l'unanimité. Nous sommes arrivés à voir les ouvriers de tous les pays s'unir à nous, en déclarant que nous ne devons pas nous lier les mains. Certes, notre méthode principale, c'est la grève générale et la révolte armée. Ceci est décisif pour la lutte. Mais dans les périodes où la classe ouvrière traverse la phase de la « légalité » bourgeoise, il serait ridicule de renoncer à la possibilité de lancer du haut de la tribune bourgeoise notre appel à la classe ouvrière : « Organisez-vous, tenez-vous prêts à la lutte ! »

Notre rapporteur au Congrès, le camarade Boucharine, comparait le rôle du député révolutionnaire dans un Parlement bourgeois au rôle d'un soldat éclaireur en temps de guerre. Je trouve la comparaison très juste, même si elle offense les oreilles de maint brave vieux parlementaire. Oui, nous devons envoyer dans le camp ennemi de la bourgeoisie, un éclaireur, un de nos gens, pour qu'il y puisse rendre service à la classe ouvrière, comme l'a fait Karl Liebknecht. La classe ouvrière doit mettre à profit tout ce qui s'offre à l'organisation de nos forces.

Car la malédiction qui pèse sur notre classe, c'est que nous ne sommes pas organisés, que nous ne nous avançons pas toujours en masses compactes et que nous ne connaissons pas toujours la voie à suivre.

Nous avons aussi à débattre la question agraire : A ce sujet, il y eut pendant les débats un moment extrêmement intéressant. Le délégué de l'aile droite des Indépendants allemands (par la bouche de Crispin), reproche à notre programme agraire un esprit petit-bourgeois. Nous déclarons dans notre programme que lorsque la classe ouvrière sera au pouvoir, elle devra prendre une série de mesures qui feront sentir immédiatement aux petits paysans et aux paysans moyens qu'ils ont gagné quelque chose à la révolution ; dans cet ordre d'idées, nous pouvons renoncer au partage de certains latifundia. Nous faisons voir l'exemple de la Hongrie. Les camarades hongrois nous racontaient que le lendemain de la révolution hongroise, les paysans hongrois

ne s'aperçurent d'aucun changement. Le paysan hongrois ne s'apercevait pas qu'un changement avait eu lieu puisque le maire du village et le gros propriétaire étaient toujours là, comme avant. C'était une des entraves les plus grandes à la révolution prolétarienne ; et la révolution hongroise ne fut pas appuyée par les paysans. Imaginez-vous qu'en Russie, après la révolution d'octobre, la situation à la campagne soit restée la même que le lendemain de la révolution, le paysan se soit éveillé et ait vu le même grand propriétaire, le même maire de village ; le paysan aurait-il été pour nous ?

La population rurale nous fournit la grande masse de l'armée rouge ; le village est l'hinterland sans lequel le prolétariat ne peut pas vaincre.

Dans notre révolution agraire, nous avons montré aux ouvriers des autres pays qu'ils doivent suivre la même voie. Mais les doctrinaires parmi les « Marxistes » se levèrent disant que l'exploitation agraire en grand est plus avantageuse que l'exploitation en petit. Un marxiste pourra-t-il être d'accord avec le partage des terres ? Ce doctrinaire borné ne comprend pas que ce problème est soumis absolument à l'intérêt général de la révolution. Là où la concentration des domaines agricoles a eu effectivement lieu, où nous n'avons pas besoin d'en faire le partage car il s'y trouve déjà assez de prolétaires ruraux et l'on y peut créer des domaines exploités par des soviets, la révolution prolétarienne a besoin de réserves et ces réserves sont formées par la classe paysanne moyenne. Le prolétaire doit guider une partie des paysans et tout au moins neutraliser l'autre partie. Un communiste italien, le professeur Graziadei, disait au Congrès que la théorie agraire de Marx ne s'était pas vérifiée. Nous lui avons prouvé le contraire. Dans des conditions nouvelles, nous employons dans la période actuelle de la révolution les théories de Marx sur les questions agraires.

Le Congrès a accepté à l'unanimité nos résolutions sur la question agraire et il n'y a que très peu de délégués qui se soient abstenus de voter. Nous avons rendu au prolétariat

anglais un assez grand service en lui répondant à la question la plus difficile : Comment devons-nous procéder, nous les partis des masses prolétariennes de la ville, pour tirer, dès le premier jour, des réserves toujours renouvelées de la campagne ?

Ensuite, on traita de la question des nationalités et des colonies. L'Orient s'éveille aujourd'hui, ce sont des millions et des millions d'hommes qui ont confiance en la III^e Internationale. Ils ne furent que trop trompés et trop souvent; ils furent toujours traités en classe inférieure; dans les hommes de couleur jaune ou noire, on voyait des hommes d'une autre espèce. A notre Congrès, nous avions les premières hirondelles, les premiers représentants de l'Orient à côté de représentants de l'Irlande où, en dehors du mouvement national, se dessine aussi un mouvement communiste. Nous avions là des représentants du mouvement national aux Indes, en Turquie, en Perse, en Corée et de plusieurs autres pays opprimés. Et ensemble, nous avons établi des thèses disant comment il fallait mener la lutte. Ces peuples opprimés ont été éveillés par la révolution russe. Quand ils se soulèveront, le sol tremblera et chacun se rendra compte que la dernière heure du capitalisme est venue. Nous avons gagné toute la confiance des groupes dirigeants de l'Orient qui s'éveille. Un grand mérite en revient à l'Internationale communiste. Les troupes d'élites des prolétaires organisés de l'Occident conduiront la masse aux millions de têtes de l'Orient. Sur l'initiative du camarade Lénine, nous déclarons dans nos thèses qu'un régime soviétique est possible dans ces pays où il n'y a pas d'ouvriers et où les paysans forment la majorité. En effet, pourquoi un système de Conseil des paysans serait-il impossible dans des pays comme la Perse, les Indes ou la Turquie ? Pourquoi serait-il impossible, à une époque où l'impérialisme international ne bat plus que d'une aile et où les masses populaires sont forcées de se chercher elles-mêmes un nouveau genre d'administration ? Le régime soviétique est possible, même dans des pays purement agraires et dans des pays coloniaux et arriérés et je suis fermement

convaincu que chaque étape d'un réel mouvement révolutionnaire dans ces pays confirmera nos thèses.

Finalement, il fut question au Congrès des syndicats et des Comités directeurs des conseils d'exploitation. Dans ces questions, il y eut parfois une résistance très fâcheuse de la part de quelques groupes de délégués américains et anglais, résistance qui trouve son explication dans le développement incomplet du mouvement communiste en Angleterre et en Amérique. Ces délégués ne voulaient pas admettre que le comité directeur du conseil d'exploitation ne doit pas être opposé au syndicat ; ils ne comprirent pas que ces comités directeurs nous aideront, un moment donné, à conquérir le pouvoir et qu'ils deviendront alors les bases fondamentales des syndicats ; ils ne comprirent pas que les syndicats doivent être dirigés par le parti ; ils ne comprirent pas que le parti dans lequel se trouve organisée l'avant-garde de la classe ouvrière, que ce parti doit mener toutes les organisations ouvrières quel que soit le domaine dans lequel elles s'exercent. Les débats qui étaient parfois très passionnés reflétaient bien les stades différents du mouvement dans les différents pays. Dans une résolution nous avons réuni les expériences de tous les pays pour donner au prolétariat mondial une directive.

Chez nous, en Russie, il y a des hommes qui croient qu'on peut, dès maintenant, supprimer les syndicats. C'est une conception préjudiciable. J'ai eu une conversation privée très instructive avec le camarade Bela Kun. Il dit qu'il y avait eu de ces discussions au commencement de la révolution hongroise. Quelques communistes hongrois étaient d'avis que les syndicats étaient inutiles, et ainsi, ils ont affaibli notre position dans le mouvement ouvrier.

Je crois que la voix du Congrès international doit faire autorité pour les quelques personnes qui doutent et hésitent.

Nous acceptâmes les statuts de l'Internationale communiste. Son caractère consiste en ce que nous formons un *parti communiste international unique* dans le monde entier, parti qui a ses sections en Russie, en Allemagne, en

France, en Italie, etc. Il nous faut créer une discipline de fer, sur une échelle internationale. Nous acceptâmes les conditions d'après lesquelles le comité exécutif a le droit d'exclure des partis entiers et des groupes entiers d'un parti s'ils ont enfreint la discipline internationale. Nous avons déclaré que nous ne voulions pas que la classe ouvrière ait une organisation informe, mais qu'elle doit avoir une organisation unique, centralisée, internationale. La lutte pour la centralisation, pour la création d'une complète unité internationale nous coûtera encore bien des efforts. La II^e Internationale n'était rien, c'était une boîte à lettres dans laquelle les différents partis mettaient leurs bulletins et leurs déclarations pour que le secrétaire puisse constater ensuite ce qu'il y avait écrit dessus. Nous disions aux adversaires de la centralisation : Vous voulez encore une de ces boîtes à lettres, seulement, elle devra être plus grande et peinte en rouge. Mais nous avons besoin d'une Internationale exerçant une action réelle, d'ensemble, unitaire. Nous savons que nous commençons la lutte avec une bourgeoisie qui luttera pour le pouvoir avec bec et ongles, jusqu'à ce que nous nous en soyons débarrassés. En entreprenant cette lutte, il nous faut être organisés et nous devons connaître exactement nos forces, jusqu'au dernier homme. Il nous faut une discipline internationale. Nous savons ce qu'est la guerre civile. Sans la discipline la plus rigoureuse, nous eussions été perdus bien dix fois en Russie. Cette discipline de fer est le premier commandement du communisme. Nous leur disions : « Vous adorez souvent la révolution russe. Eh bien, nous vous proposons de mettre à profit ses expériences. Nous voulons former une organisation, sur une échelle internationale, qui sera toujours prête à mener ses troupes à la lutte et d'après un plan net ; une organisation qui saurait de combien de forces elle dispose et qui sera prête à n'importe quel moment à venir en aide à chacun de ses bataillons se trouvant dans une situation difficile.

Finalement, le Congrès accepta notre point de vue et les quelques voix qui parlèrent de « libre disposition », « d'au-

tonomie », et de l'impossibilité « de dépendre » du comité exécutif, restèrent isolées ; le Congrès suivit la voie qui lui est montrée par la révolution russe. Voilà les résultats des travaux du deuxième Congrès. Les travaux se passèrent sur un fond très intéressant. D'un côté, nous avons vu des partis qui comptaient des millions et qui appartenaient autrefois à la II^e Internationale, venir aujourd'hui à notre Congrès, s'incliner respectueusement, faire pénitence et demander à être admis. Nos jeunes partis communistes qui vont monter au pouvoir, et en lesquels se reflétaient les protestations violentes des ouvriers révolutionnaires, fulminaient et couvraient de justes reproches ces représentants de la vieille social-démocratie qui sont maintenant poussés vers nous par leurs masses ouvrières. C'était le fond du théâtre du Congrès. Et derrière le théâtre, la lutte faisait rage sur le front qui va devenir décisif. La ligue des nations s'effrite. Les bourgeoisies de l'Entente intriguent entre elles-mêmes. La bourgeoisie de l'Angleterre guette celle de France et vice-versa. Et que faisons-nous pendant ce temps ? Nous étions assis au Congrès international des ouvriers et de l'élite des paysans pour élaborer un programme et une tactique uniques. A chaque moment, nous avons senti se renforcer le lien fraternel entre nous et les prolétaires du monde entier et se dénouer le lien qui unit les bourgeoisies. Chaque jour, la bourgeoisie devient plus faible et révèle au monde entier sa décrépitude. C'est sur ce fond que se jouait le Congrès international. Et je crois avoir le droit d'exprimer ma conviction que le deuxième Congrès international de l'Internationale communiste est l'avant-coureur du grand Congrès mondial des républiques internationales des soviets.

G. ZINOVIEV.

F. Engels et la tactique communiste

(Extraits des lettres inédites de Frédéric Engels.)

On sait que Karl Marx et Engels, son ami et compagnon de lutte, furent non seulement des théoriciens de génie du mouvement communiste, mais des hommes d'action de premier ordre. Leur influence sur le mouvement international de l'Europe et même de l'Amérique, fut, de leur vivant, déjà considérable, parfois même décisive. Leurs théories exposées dans leurs œuvres sont connues. Il n'en est pas de même de leur action pratique qui s'exerçait, conformément aux conditions de leur époque, très souvent d'une façon strictement confidentielle.

La publication de la correspondance d'Engels et de Marx commence à jeter une lumière curieuse à tous les points de vue, sur les conceptions tactiques des fondateurs du Communisme moderne, dont l'étude est du plus haut intérêt.

Cependant, deux observations s'imposent, si l'on veut appliquer les idées de Marx et d'Engels aux problèmes de nos jours : Dans leur correspondance étrangère, Marx et Engels sont parfois forcés d'envisager la possibilité d'un « contrôle postal », officiel, et indiscret et, par conséquent, tenus à certaines précautions dans l'expression de leur pensée.

Une autre observation : Il serait contraire à l'esprit même de la méthode marxiste de ne pas tenir compte, dans les détails, des circonstances de temps et d'espace où ils exprimaient leurs idées et de la situation encore embryonnaire du mouvement prolétarien d'alors.

Nous n'avons qu'à retenir les principes généraux sur la direction à donner à la lutte prolétarienne, dont ils furent les inspireurs extrêmement habiles, avertis et féconds. Beaucoup de leurs prévisions se trouvent réalisés en démon-

strant, par le fait, la supériorité de leur méthode à la fois scientifique, réaliste et révolutionnaire.

LE ROLE DE L'ÉTAT

24 janvier 1872.

Je vais vous expliquer brièvement les points essentiels des intrigues de Bakounine. Bakounine qui, jusqu'en 1868, avait intrigué contre l'Internationale, y adhéra, après son fiasco au Congrès de paix de Berne, et commença aussitôt, dans le sein de l'Internationale, à conspirer contre le Conseil général. Bakounine professe une théorie particulière, un assemblage de Proudhonisme et de communisme d'où il faut d'abord retenir cette thèse essentielle, que ce n'est pas le capital, l'antagonisme des classes entre capitalistes et salariés provenant de la dépossession sociale, qu'il considère comme la chose principale à supprimer, mais l'Etat. Alors que la grande masse des ouvriers socialdémocrates partage notre avis que la puissance d'un Etat ne consiste en rien d'autre qu'en l'organisation que ses classes respectives, propriétaires fonciers et capitalistes, se sont donnée, Bakounine croit que c'est l'Etat qui a créé le capital et que, par conséquent, le capitaliste ne tient son capital que de la grâce de l'Etat. Puisque le mal principal c'est l'Etat, pense-t-il, il faut, avant tout, le supprimer ; ensuite le capital disparaîtra bien tout seul ; alors que nous disons au contraire : supprimez le capital, mettez fin à l'accaparement de toute la production entre les mains de quelques personnes, et l'Etat tombera de lui-même. La différence est assez grande ; la suppression de l'Etat sans un bouleversement social est une absurdité. C'est que la suppression du capital est justement un bouleversement social et implique une transformation de la production tout entière. Mais puisque, pour Bakounine, l'Etat, c'est le mal principal, il ne faut rien faire qui puisse maintenir l'Etat, c'est-à-dire n'importe quel Etat, monarchie, république ou quoi que ce soit d'analogue. Il faut donc s'abstenir complètement de toute politique. Exécuter un acte

politique et surtout participer à une élection quelconque, serait trahir ce principe. On doit faire de la propagande, d'abord sur l'Etat, s'organiser et lorsqu'on aura tous les ouvriers de son côté, par conséquent la majorité, on destituera toutes les autorités, on supprimera l'Etat et l'on mettra à sa place l'organisation de l'Internationale. Ce grand acte par lequel sera inaugurée l'ère de la félicité, s'appelle la liquidation sociale.

Tout cela a l'air si radical et si simple qu'en cinq minutes, on peut l'apprendre par cœur ; c'est pourquoi la théorie bakouniste a trouvé si vite des partisans parmi les avocats, les docteurs et autres doctrinaires d'Italie et d'Espagne. Mais la grande masse des ouvriers ne se laissera jamais accroire que les affaires publiques de leur pays ne soient pas aussi leurs affaires. Ils sont *politiques* de tempérament et ils se détourneront finalement de celui qui leur enjoint de laisser la politique de côté. Prêcher aux ouvriers de s'abstenir de toute politique, dans n'importe quelle circonstance, c'est les pousser dans les bras des curés ou des républicains de la bourgeoisie.

Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique, mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, prendre tout de suite la place de l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniste de la société future. Dans cette société n'existera aucune autorité, car l'autorité — l'Etat — voilà le grand mal. (Mais ils ne nous disent pas comment les gens feraient marcher une usine, comment ils exploiteraient un chemin de fer ou une ligne de navigation sans une volonté qui décidera en dernier ressort). L'autorité de la majorité sur la minorité cessera également. Chaque individu, chaque commune sera autonome. Mais Bakounine ne nous explique pas non plus comment une association de deux personnes seulement est possible sans que chacun abandonne une petite partie de son autonomie.

L'Internationale doit donc être organisée d'après ce mo-

dèle. Voilà expliqués brièvement les points capitaux de cette blague.

L'UNITÉ

20 juin 1873.

Quand on se trouve, comme vous, en position, pour ainsi dire, de concurrent vis-à-vis de l'Union Générale des Ouvriers Allemands, on est porté trop facilement à tenir compte de cette concurrence et on s'habitue à penser, avant tout à son rival. Mais, pour l'instant, l'Union Générale des Ouvriers Allemands et le Parti Ouvrier Social Démocrate, pris ensemble, ne constituent encore qu'une très petite minorité de la classe ouvrière allemande. Selon nous — et cette opinion s'est trouvée confirmée par une longue pratique — la bonne tactique en fait de propagande ne consiste pas à détourner de l'adversaire quelques personnes ou quelques-uns de ses membres, mais à agir sur les grandes masses encore indifférentes. Une seule force nouvelle qu'on a sortie du néant vaut plus que dix transfuges lassaliens qui apportent toujours dans le parti la ruine de leur fausse tendance. La chose pourrait encore aller si l'on pouvait avoir les masses sans leurs *chefs locaux* ; mais il faut toujours accepter toute une bande de ces chefs qui sont liés par leurs déclarations publiques d'autrefois, sinon par leurs opinions professées jusque-là, et qui doivent maintenant prouver qu'ils n'ont pas renié leurs principes, mais que c'est plutôt le parti ouvrier socialdémocrate qui prêche le véritable Lassalianisme. Voilà le malheur arrivé à Eisenach qu'il n'était pas facile d'éviter à cette époque ; mais ces éléments ont certainement nui au parti et je ne sais pas trop si le parti ne serait pas aujourd'hui aussi fort sans eux. Si ces éléments recevaient du renfort, je tiendrais cela certainement pour un malheur.

Il ne faut pas se laisser influencer par tout ce tapage pour l'unité. Les plus grands artisans de discorde, ce sont ceux qui ont le plus souvent ce mot à la bouche, comme en ce

moment les Bakounistes de la Suisse jurassienne, les artisans de toutes les scissions, qui ne cessent de réclamer l'unité. Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des esprits bornés qui veulent agglomérer tout et en faire une pâte sans forme qui, quand on ne la remuera plus, fera ressortir encore davantage les contrastes se trouvant tous dans le même pot (en Allemagne, nous en avons un bel exemple avec ces gens qui prêchent la réconciliation des ouvriers avec la petite-bourgeoisie), ou bien ce sont des gens qui, inconsciemment ou sciemment, veulent fausser le mouvement. C'est pourquoi les plus grands sectaires, les plus grands braillards et fripons réclament, à certains moments, avec le plus de violence l'unité. Dans notre existence, personne ne nous a donné plus de mal, personne ne nous a montré plus de perfidie que tous ces braillards de l'unité.

Naturellement, chaque parti veut pouvoir enregistrer des succès, ce qui est bien. Mais il y a des moments où il faut avoir le courage de sacrifier un succès *momentané* à des choses plus importantes. Surtout dans un parti comme le nôtre, dont le succès final est si absolument certain et qui s'est développé, de nos jours et sous nos yeux, d'une manière si formidable, on n'a pas toujours besoin d'un succès momentané. En tout cas, je crois que les éléments capables, parmi les Lassalliens viendront plus tard d'eux-mêmes à vous, et qu'il ne serait donc pas sage de cueillir les fruits avant leur maturité, comme veulent le faire les partisans de l'unité. Le vieux Hegel disait déjà : « Un parti s'avère comme un parti victorieux, en se divisant et en pouvant supporter la division ». Le mouvement du prolétariat parcourt nécessairement des degrés de développement différents ; à chaque étape, une partie des gens s'arrêtent et ne continuent plus la route : cela seul explique pourquoi la « solidarité du prolétariat » se réalise partout en groupements de partis différents qui se livrent un combat à vie et à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain, pendant les pires persécutions... »

SOCIALISATIONS

30 avril 1878.

Il ne faut pas oublier que toute transmission de pouvoir économique et commercial à l'Etat peut avoir aujourd'hui un double sens et un double effet, selon les circonstances : un effet réactionnaire, un pas en arrière vers le moyen âge et un effet progressif, un pas vers le communisme. Cependant, en Allemagne, nous venons seulement de sortir du moyen âge, et ce n'est que maintenant que nous nous disposons, à l'aide de la grosse industrie et de la crise commerciale, à entrer dans la société bourgeoise moderne. C'est justement le régime *bourgeois*, lui qui concentre les capitaux et qui pousse les contrastes à leur dernière limite, surtout dans le Nord-Est, c'est ce régime qui a besoin d'un développement poussé à l'extrême. La débâcle économique des conditions féodales à l'est de l'Elbe constitue, d'après moi, le progrès le plus urgent pour nous ; vient ensuite la disparition, dans toute l'Allemagne, du petit patronat de l'industrie et son remplacement par la grosse industrie.

CONTRE LES CONCESSIONS A LA BOURGEOISIE

14 novembre 1879.

Non seulement, le terrain de Droit, sur lequel se meut un parti vivant, doit être créé par le parti lui-même, mais on doit pouvoir le transformer à n'importe quel moment... Un parti auquel on refuse la possibilité de prendre des résolutions fermes, doit chercher ses principes dans ses besoins vivants et toujours changeants. Mais, s'il veut assujettir ses besoins à des décisions antérieures, qui sont maintenant mortes et enterrées, il ne fait que creuser sa propre tombe. A quoi bon ces égards pour « l'opinion publique » qui, en Allemagne, sera toujours celle du bourgeois de la brasserie ; pourquoi vouloir effacer complètement le caractère de classe de notre mouvement ? Pourquoi faire ce plaisir aux anarchistes ? D'autant plus que toutes ces concessions sont abso-

lument superflues. Le philistin allemand est la lâcheté personnifiée et ne respecte que celui qui lui inspire de la crainte. Mais lorsqu'il veut se faire bien voir chez lui, il le prend pour un de ses semblables et ne le respecte pas plus que ses semblables, c'est-à-dire pas du tout.

Et maintenant que cette tempête d'indignation de philistin qu'on nomme l'opinion publique, est un peu calmée, pourquoi encore leur faire les yeux doux ?

CONTRE L'OPPORTUNISME

24 novembre 1879.

...L'adhésion des petits bourgeois et des paysans est bien un indice du progrès rapide du mouvement, mais c'est aussi un danger pour lui, si l'on oublie que ces gens doivent venir, mais qu'ils viennent *parce qu'ils le doivent*. Leur adhésion donne la preuve que le prolétariat est devenu réellement la classe dirigeante. Mais comme ils viennent avec des idées et des désirs de petits-bourgeois et de paysans, il ne faut pas oublier que le prolétariat perdrait son rôle historique et directeur s'il faisait des concessions à ces idées et à ces désirs.

LA GUERRE FUTURE

16 décembre 1879.

...L'histoire mondiale va son chemin, sans se soucier des philistins pleins de sagesse et de modération... Ou bien l'absolutisme tombera, et aussitôt après la chute de la grande réserve de la réaction (la Russie), soufflera un vent nouveau à travers l'Europe. Ou bien il y aura une guerre internationale et sous la lutte inévitable de chaque pays pour son existence nationale, elle enterrera aussi le parti allemand *actuel*. Une telle guerre serait notre plus grand malheur, elle rejeterait le mouvement de vingt années en arrière. Cependant, le parti nouveau qui en ressortirait finalement serait délivré dans tous les pays européens d'une foule de petites choses et de petits raisonnements qui entravent aujourd'hui partout le mouvement.

Le début d'une ère communiste en France

DU REFORMISME AU COMMUNISME

Les Congrès internationaux sont aujourd'hui plutôt des fêtes de fraternité socialiste, de mise en commun des principes acquis, que des Congrès de discussions doctrinales, ainsi que l'étaient ceux de la Première Internationale.

Mais les partis socialistes d'Europe et d'Amérique deviennent des puissances politiques, dont l'action se fait de plus en plus sentir aux classes gouvernantes ; il arrivera un moment où ils devront combiner internationalement leur action ; cette combinaison d'action se fera sans doute dans des conférences, composées d'un petit nombre de délégués, ayant les pleins pouvoirs des partis socialistes nationaux qu'ils représentent.

Alors naîtra la III^e Internationale, alors la société capitaliste approchera de sa fin.

(Paul LAFARGUE, *Le Petit Sou* du 24 septembre 1900.)

Le Congrès de Tours marque un tournant dans l'histoire du socialisme français. La destinée du socialisme de ce pays est aussi mouvementée et dramatique que celle de son peuple. Les idées d'égalité sociale ne sont pas restées longtemps, en France, à l'état théorique ou de rêves utopiques. Sous le feu de l'action révolutionnaire de 1793, elles prennent immédiatement corps et donnent naissance au mouvement insurrectionnel de Gracchus Babeuf, qui fut la *première* tentative de conquête du pouvoir politique par le prolétariat et les éléments semi-prolétariens. On peut dire, sans tomber dans l'exagération et de fausses analogies historiques que l'idée de la dictature ouvrière est née en France ; Babeuf et ses *Egaux* ne pouvaient triompher qu'à l'aide du prolétariat des villes. Et les véritables raisons de son échec

résident dans ce fait que le développement de la société capitaliste moderne et, par voie de conséquence, du prolétariat, n'était, en 1794-95, qu'à ses débuts. Comme l'idée de l'hégémonie ou de la dictature de la classe ouvrière est la base même du *marxisme révolutionnaire*, *vulgo-bolchevisme*, on peut dire que la France est le véritable berceau du bolchevisme. Nos nationalistes qu'ils se réclament de Barrès-Hervé, ou de Jules Guesde-Bracke, ont toujours l'infortune de se tromper sur la nature de l'objet de leur culte. Ils découvrent dans la théorie des races, d'origine allemande, une *idée française* et considèrent le marxisme révolutionnaire de Lénine-Trotsky, tout brûlant de la plus pure flamme française, un article *made in Germany*.

Les marxistes révolutionnaires attachent peu d'importance à ces considérations d'origine nationale, mais ils sont obligés de constater la vérité, c'est-à-dire *ce qui est*.

II

Le triomphe de la contre-révolution en France a mis brusquement — et violemment — fin à toute tentative de dictature prolétarienne. La victoire des monarchistes fut assurée et le drapeau blanc fut hissé sur un formidable monceau de cadavres couchés par l'impérialisme (manière Bonaparte) sur tous les champs de bataille de l'Europe. La réaction monarchique mettant au-dessus des intérêts de la défense nationale ceux de sa classe, qui représentait la propriété foncière et le vol à main armée, a ouvert les portes de la France aux envahisseurs étrangers ainsi que l'ont tenté vainement, de nos jours, les émigrés russes, avec le concours « moral » des « socialistes modérés », plus modérés que socialistes, pour « leur » patrie.

L'écrasement de la Révolution signifiait celui du *socialisme comme mouvement insurrectionnel*. Mais cette défaite, malgré les apparences paradoxales, favorisait singulièrement l'éclosion des systèmes socialistes, le développement de la *doctrine socialiste*.

Saint-Simon et son école, Charles Fourier et ses partisans tiraient de l'échec révolutionnaire un argument décisif en faveur de l'idée de la transformation sociale. Ils ne se lassèrent pas de répéter qu'il faut attribuer toutes les ruines accumulées par la révolution et la guerre à l'incompréhension du problème social, à la suprématie de la politique sur l'économie.

Comme il arrive toujours en ce cas, les précurseurs du socialisme moderne combattirent une erreur à l'aide d'une autre. Ils prêchaient l'indifférence politique et l'importance exclusive de la solution sociale. Après avoir fait la découverte de la question sociale, de la base économique de l'histoire et de la société, ils furent pour ainsi dire écrasés par l'immensité de leur découverte et aveuglés par leur propre lumière. « Tout pour et par l'Industrie ! », clamèrent les Saint-Simoniens. La Société ne fut plus considérée comme un club politique où l'on transforme le monde à coups de langue et de motions, mais comme un atelier où s'élaborent de nouvelles formes de vie sociale. Et on passait de la théorie à la pratique. On se mettait à la tête des grandes compagnies commerciales et des banques. On construisait des chemins de fer, on creusait des canaux. On parcourait le globe en édifiant des projets d'une audace inouïe.

Ce « marxisme » empirique — avant la lettre — aboutissait, dans la réalité bourgeoise, ennemie-née de toute poésie et de tout élan désintéressé, au conseil pratique de Guizot : « Enrichissez-vous ! ». Au lieu de confier le gouvernement aux savants, aux artistes et aux industriels, ainsi que le rêvait Saint-Simon, la Société capitaliste assura le pouvoir des banquiers, des agioteurs, des boursiers et autres hommes d'affaires plus ou moins véreux. Le règne de Louis-Philippe et de la haute banque fut la caricature du saint-simonisme. Louis-Napoléon, en favorisant la prostitution dorée, à toutes les échelles de la société, croyait, lui aussi, aux rares moments de rêverie de sa « conscience », avoir servi la grande cause saint-simonienne. Mais l'hypo-

crise est toujours un hommage du vice à la vertu, et la déformation des idées ne les empêche pas de faire leur petit bonhomme de chemin...

III

1848. De nouveau, le socialisme fait un bond formidable. C'est une nouvelle tentative pour arracher le pouvoir aux classes privilégiées et pour mettre fin à la dictature écrasante des Riches. Il ne s'agissait même pas de tout le pouvoir. La classe ouvrière n'avait pas encore conscience de sa mission historique. Elle mettait au service de la bourgeoisie son sang et des mois de misère pour en obtenir quelques réformes anodines qui apparurent bientôt comme des leurres et, tournant au tragique, aboutirent au massacre de juin. De nouveau, le socialisme français fut écrasé comme mouvement révolutionnaire et dut battre en retraite sur des positions doctrinales.

Le proudhonisme, après le coup d'Etat du 2 Décembre, émergeait de la débâcle. Les idées proudhoniennes furent, quant à leur fond, erronées et non viables, mais il y avait en Proudhon quelque chose qui a survécu aux innombrables erreurs et aux contradictions, à son effroyable confusionnisme doctrinal. C'est sa foi ardente dans la classe ouvrière, sa foi révolutionnaire. L'Empire a fait rentrer sous terre le mouvement socialiste, en le condamnant à la vie illégale des sociétés secrètes, animées de la même exaltation révolutionnaire. Blanqui est le héros de cette époque dont Proudhon fut le doctrinaire. Chez l'éternel *Enfermé*, la foi révolutionnaire théorique prend le caractère d'une exaltation pratique. La foi révolutionnaire est déclarée insuffisante : il lui faut des œuvres révolutionnaires dont l'heure va sonner...

IV

1871. A la faveur des circonstances et du désastre de la guerre, « l'hydre révolutionnaire » relève, une fois de plus,

une de ses têtes. La Commune fait un pas de géant sur le chemin de la dictature prolétarienne. C'est pour la première fois dans l'histoire que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique, constitue un gouvernement honnête, tout à lui. La Commune de Paris est le précurseur direct de la Commune panrusse de Moscou. La Commune fut écrasée. Le prolétariat français resta considérablement en arrière du prolétariat parisien. La minorité agissante de Paris n'a pas pu entraîner les masses ouvrières du pays, noyées dans les masses paysannes encore réactionnaires. Le prolétariat a payé cher sa nouvelle offensive de classe. Mais l'idée de la dictature prolétarienne devint l'idée régulatrice du mouvement ouvrier ; elle est glorifiée par Marx dans sa remarquable étude consacrée à la Commune qui rappelle, par sa vigueur, les *Châtiments* de Victor Hugo, mais qui les dépasse infiniment par sa valeur théorique.

Encore une fois, l'échec pratique du mouvement a comme contre-partie une renaissance doctrinale. Le Proudhonisme et le blanquisme cèdent le pas au marxisme que Jules Guesde, retour d'exil, répand en France aidé de Paul Lafargue et de Gabriel Deville, avec un talent et une vigueur qui provoquent l'étonnement et l'enthousiasme dans le monde socialiste tout entier.

V

Aucune organisation socialiste d'aucun pays ne ressemble autant, à s'y méprendre, à l'organisation bolcheviste que le *Parti Ouvrier Français*, fondé par Jules Guesde et Paul Lafargue. Ce qu'on appelle « le bolchevisme » n'est autre chose que l'édition russe du « guesdisme » français. Même clarté, même vigueur dans l'expression doctrinale. Même intransigeance dans la lutte contre tous les confusionnismes, même mépris de l'unité verbale, de l'unité-mensonge, de l'unité-hypocrisie. Jules Guesde, dénommé par la spirituelle Séverine « le plus grand commun diviseur », se considère avant tout comme le gardien de la flamme socialiste,

de la pureté doctrinale (« alambic de classe », plaisantait Jaurès). Tous ces traits apparaissent en pleine clarté pendant la grande lutte contre le millerandisme et le jauresisme de la période pré-unitaire. En voici quelques documents irrécusables.

Le grand cheval de bataille des dissidents du Parti, c'est la liberté d'opinion. Ils ne veulent pas d'« exclusion » pour « délit d'opinion ». Or, voici l'opinion à ce sujet de Bracke, premier et dernier lieutenant de Jules Guesde qui, probablement, sera promu maréchal dans le Nouveau Parti dissident (Section française de l'Internationale X) :

Belfort Bax, dans le *Socialdémocrate* de janvier, explique fort bien comment la bourgeoisie sait contraindre les socialistes à conserver dans leurs rangs les Bernstein et consorts.

« M. Edouard Bernstein a été autorisé à demeurer dans le Parti démocrate-socialiste allemand après avoir déclaré la guerre à tous les principes socialistes et pris la défense de tous les mouvements du capitalisme *in-extremis*, simplement parce que les démocrates-socialistes allemands ont eu peur du cri de « Guerre à l'hérésie ! », accompagné d'allusions à l'Inquisition que poussait contre eux la presse bourgeoise.

La doctrine de la tolérance a été ainsi portée à un point d'insenséisme tel qu'un homme doit être conservé dans une organisation dont il combat les principes ; sinon, ceux qui l'auraient expulsé se verraient accusés de suivre les pratiques de l'Eglise chrétienne. Mais, en fait, l'odieux qui s'attache à la guerre aux hérésies de l'Eglise s'explique, non par le fait que des hommes convaincus d'être en désaccord avec les dogmes de l'Eglise chrétienne, sont chassés ou excommuniés, mesure parfaitement juste et logique, mais parce que cette expulsion impliquait des peines et des pénalités de la part du « bras séculier ».

« En cela seul gît l'éternelle infamie de l'Eglise chrétienne dans ses procédés avec des hérétiques. Je demanderai à ceux qui adoptent cette idée conventionnelle de quel droit intelligible un homme peut se considérer comme un maltraité parce qu'on le prie formellement de quitter une société dont il déclare lui-même désapprouver les principes ? S'il lui plaît de se poser en martyr parce qu'il est l'objet de cette mesure logique et naturelle, tant pis pour lui ! Et sûrement, il trouvera bon accueil dans la « sympathie cordiale » de tous les imbéciles qu'il peut amener à prendre parti. »

Les bourgeois, en effet, seraient, fort marris de voir Bernstein hors du Parti ; ils ne sauraient que faire de lui. C'est dans le Parti même, comme élément désorganisateur et perturbateur, qu'il peut leur rendre des services. De là les cris de paon contre l'intolérance des socialistes qui trouveraient Bernstein mieux à sa place partout ailleurs que chez eux.

Moralité : Avis au lecteur.

(Br., *Le Socialiste* du 27 janvier-3 février 1901.)

Le même Bracke, le plus intelligent et le plus informé des choses socialistes de la troupe des Dissidents, qui connaît la pensée intime de Jules Guesde, caractérise dans les termes suivants la pensée du Maître, dans sa *Préface* à un livre du fondateur du *Parti Ouvrier Français*, portant le titre caractéristique : *En garde !* et le sous-titre encore plus significatif : « Contre le mirage et la fausse monnaie réformiste ».

Aujourd'hui comme hier, les panacées du coopératisme, du syndicalisme se suffisant à lui-même, du municipalisme, de l'étatisme risquent de leur faire oublier la Bastille du pouvoir bourgeois à démolir.

Aujourd'hui comme hier, les « amis de l'ouvrier » tendent au prolétaire menaçant le verre vide des réformes où ils l'invitent à boire.

On s'explique qu'une première fois le travailleur ait pu être dupe de lui-même ou des autres. Mais comment se laisserait-il prendre désormais à ses prétendues solutions, à ces soi-disant moyens d'affranchissement qui ne représentent qu'un retard dans la route, qu'un piétinement sur place ou qu'une prolongation de l'asservissement accepté sous des formes fallacieuses ?

(BRACKE, *En Garde !* ; Jules Guesde.)

La critique de Guesde doit son allure vivace et son efficacité permanente à ce qu'elle pénètre toujours jusqu'à la cause de l'événement ou du phénomène considéré. Elle descend constamment jusqu'au tuf, jusqu'à la lutte entre les deux classes : possédants et dépossédés, expropriateurs et expropriés, voleurs et volés, capitalistes et salariés. Elle se sert de tout ce que fournissent, au jour le jour, les divers épisodes de cette lutte, pour en montrer l'aboutissant inéluctable : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, pour la reprise collective de tous les moyens de production et d'échange.

(Ib.)

On pourrait composer des volumes avec les citations de J. Guesde d'où ressortirait, claire comme le jour, la subordination de tous les phénomènes sociaux, y compris les guerres, aux luttes sociales de classe. Nous ne citerons que les écrits relativement les plus récents (J. Guesde n'a presque rien écrit depuis une vingtaine d'années). Sous le titre : *Mise au point*, il écrit :

Oui, surtout, la Révolution sociale n'est pas, n'a jamais été pour nous un mot ou une image. Si nous en parlons, c'est que nous y croyons, c'est que nous y avons toujours cru ; non pas, pour d'ici un siècle, mais pour demain, pour aujourd'hui, pour l'heure où le prolétariat saura et voudra, — tous les éléments matériels et intellectuels, de l'ordre nouveau, collectiviste ou communiste, existant d'ores et déjà dans la société capitaliste et n'attendant, pour fonctionner dans les conditions libératrices, qu'un geste révolutionnaire, voire légal, des travailleurs qui sont le nombre. Et c'est pourquoi, tout en repassant avec eux leurs revendications partielles pour les coordonner et les appuyer auprès des pouvoirs bourgeois, au lieu d'égarer leurs efforts dans le labyrinthe des réformes impuissantes qui leur échappent, nous avons pu et dû les mettre constamment en présence de la révolution qui est dans leurs mains, leur donnant pour mot d'ordre et de combat selon l'expression de Marx, non plus un salaire normal pour une journée normale de travail, mais l'abolition même du salariat.

(Jules GUESDE, *Le Petit Sou* du 27 septembre 1900.)

VI

Malheureusement pour le mouvement socialiste français, Jules Guesde, pendant la guerre, a, pour la première fois de sa vie, renoncé à sa propre méthode en se refusant à « pénétrer jusqu'à la cause de l'événement ou du phénomène considéré » ou « jusqu'au tuf, jusqu'à la lutte entre deux classes ». Au lieu de considérer la guerre mondiale comme la plus grandiose et la plus cruelle manifestation de classe sur une échelle mondiale, il s'est laissé prendre lui-même par « le mirage » de la « défense nationale » et par

« la fausse monnaie » nationaliste. Pendant la guerre il a, de ses propres mains, détruit la bonne méthode guesdiste qui, quelques erreurs d'application mises à part, fut la bonne méthode marxiste.

« Mais, dit-on, c'était la guerre ! ». Jamais Jules Guesde, avant la guerre, ne nous disait que la guerre met « en congé » la lutte de classe. Au contraire, il ne se lassait pas de dire que « le Capitalisme, c'est la Guerre » — la guerre non seulement entre classes, mais entre peuples.

Au moment du Congrès International de la salle Wagram (1900), il se félicita de la victoire de la thèse : « Pas un homme ! Pas un sou ! » dans les termes que voici :

Si l'on passe à la double question de la paix et de la politique coloniale, ce sont deux nouvelles défaites qui ont atteint nos néo-socialistes, et d'autant plus écrasantes que, partis en guerre avec plus de tambours et de clairons, ils se sont dérobés le moment venu, de la bataille.

N'est-ce pas Jaurès qui, quelques jours à peine avant que s'ouvrit le Congrès International le sommait d'avoir à « sortir des déclarations générales pour entrer dans l'action » en « prenant l'initiative d'une grande ligue européenne de la paix ouverte », sans distinction de classe, « à tous les hommes de sens et de probité » ? « Ce serait là, clamait-il, l'objet le plus pratique et le plus haut du Congrès. » « Jamais plus grand devoir ne s'imposa ». Or, sourd à ces grandiloquentes injonctions, qui ne franchirent d'ailleurs pas le seuil du Congrès, non seulement le prolétariat international réuni à Paris ne fit pas le moindre appel au « concours de la bourgeoisie généreuse et de l'élite pensante », mais il ne fut pas plus question de la fameuse ligue que si elle n'eut pas quitté les profondeurs du cerveau de son trop fécond inventeur ; et en même temps qu'il s'en référait à la décision de Bruxelles touchant l'impossibilité de la Paix en dehors de la disparition du régime capitaliste, le Congrès a tenu à « protester contre les soi-disant conférences de la paix comme celle de La Haye » qui, dans la société actuelle ne peuvent aboutir qu'à des déceptions. » Protestation d'autant plus cruelle pour le chef incontesté de la nouvelle école socialiste que, seul à prendre au sérieux cet « essai diplomatique » d'un tsar qui s'amuse, il faisait, pas plus tard qu'en août dernier, un crime « aux socialistes français » de n'avoir eu, pour une plaisanterie aussi macabre, que raillerie et dédain.

(Jules GUESDE, *Le Petit Sou* du 24 octobre 1900.)

Le Congrès de Wagram fut précédé par un *Congrès de tendance*, celui du P. O. F. Paul Lafargue, le compagnon de lutte de Jules Guesde, met tous les points sur tous les « i » dans la grande discussion tactique qui passionnait alors tous les esprits. Le Cofondateur du P. O. F. écrit :

Jaurès et ses ministériels viennent de tout compromettre ; les délégués du Congrès d'Ivry que le Conseil national avait eu tant de peine à contenir s'écrient :

« Nous ne pouvons avoir rien de commun avec ceux qui remplissent leurs bouches de Loyauté, Sincérité, Parole d'honneur, Bonne foi, Union, Unité, et qui ont machiné le guet-apens de dimanche matin pour faire représenter le socialisme français à la présidence du Congrès International par des Ministériels. On ne peut s'unir avec des gens pour qui « communisme libérateur » « révolution », ne sont que des mots et des images et qui veulent prendre le parti socialiste pour marchepied politique. Qu'ils s'unissent entre eux pour décrocher les places et les faveurs ministérielles ; et, puisque d'après leur dire, ils sont si nombreux et nous, si peu de chose, ils n'ont pas besoin de nous pour cette besogne : nous les gênerions au contraire, dans leurs évolutions politiques, ils peuvent être certains, qu'au premier faux-pas nous les clouerions au pilori. »

(Paul LAFARGUE, *Le Petit sou* du 27 septembre 1900.)

VII

Les appels à l'Unité qui devaient alors, comme aujourd'hui, recruter pour le confusionnisme et le ministérialisme, n'avaient pas le don de troubler même un esprit aussi passionnément unitaire que celui d'Ed. Vaillant. Pour détruire les effets de cette manœuvre, l'allié de Jules Guesde s'exprime ainsi :

Malgré les incessantes convocations des ministérialistes pour nous faire quitter la salle, pour se délivrer de notre présence et de notre contrôle, nous sommes restés au Congrès, fidèles à notre constante politique de ne jamais désertier un milieu de propagande, un poste de combat.

Nous devons, le jour même, constater d'ailleurs combien nous avions eu raison et, ce que nous disaient les délégués des fédé-

rations départementales : qu'ils étaient plus en accord avec nous qu'avec ceux qui prétendaient les tenir en laisse. Par leur vote vengeur des victimes ouvrières de Chalon, nous obtenions la flétrissure du gouvernement, des ministres et de leurs agents assassins, bien autrement importante, en somme, qu'une condamnation indirecte par le jugement et l'attitude de quelques parlementaires.

Nous ne voulons pas perdre le contact avec cette masse populaire socialiste qui, peu à peu, s'ébranle et va de plus en plus rompre des cadres trop étroits et entrer dans le socialisme révolutionnaire.

(Edouard VAILLANT, *Le Petit Sou* du 5 octobre 1900.)

Le même phénomène se répète aujourd'hui. Les masses socialistes et révolutionnaires abandonnent de plus en plus quelques chefs égarés dans le camp nationaliste, mille fois pire que le camp ministérialiste de 1900.

Toute l'armée « guesdiste » marchait comme un seul homme à l'ennemi opportuniste. L'un des meilleurs amis de Guesde, et le plus fidèle, Charles Bonnier, écrit dans le *Socialiste* un article foudroyant, sous le titre : « *Où ils nous mèneraient ?* ».

Eh bien ! oui ! voilà où en sont de soi-disant socialistes ! un peu en arrière assurément des Rivet, des Deschanel et des Rajon !

Le meilleur socialisme pour eux, c'est la conservation du régime capitaliste et du patronat, avec l'adjonction de quelques lois ouvrières... qu'on fera respecter si l'on peut ! Et ce sont ces socialistes-là qui voudraient réaliser avec nous l'UNITÉ !!!

Nous n'avons aucun goût pour le suicide.

La purge — il faut l'espérer — a été louable et efficace. Notre parti s'est débarrassé des éléments réfractaires du socialisme ; il a compris (et l'excellente déclaration du Comité fédéral du Nord le prouve) qu'entre des comités autonomes et nous, il ne peut y avoir ni Dieu ni comité arbitral étranger de pris pour juge. Entre organisés et désorganisés, entre conscients et confusionnistes, la théorie de la lutte de classe met une barrière infranchissable. Une défaite momentanée serait préférable à une victoire trouble, avec de pareils éléments.

Le point d'attaque lumineux, indéniable, c'est la Bourgeoisie en possession du pouvoir. Les ministériels-ex-socialistes ou radicaux sont ceux qui détiennent aujourd'hui le gouverne-

ment de classe, ceux qui, par définition le fortifient ; à eux nos coups les plus directs. Chaque fraction de la bourgeoisie au pouvoir — qu'elle soit nationaliste ou défense républicaine — est l'ennemi, parce que, de ce fait qu'elle est au pouvoir bourgeois, découle pour elle fatalement la nécessité de le consolider.

Les socialistes sont révolutionnaires, parce qu'ils n'ont pas à se préoccuper de favoriser l'évolution normale de la bourgeoisie ; c'est à eux de mettre sur la route de celle-ci tous les obstacles et toutes les difficultés ; si une municipalité, si une circonscription électorale tombent dans les mains des socialistes, elles ne peuvent servir que d'armes contre le gouvernement établi. Il ne s'agit d'être ni des conseillers municipaux, ni des députés modèles, car ceux-ci sont condamnés — en période bourgeoise — à être des serviteurs du capital : c'est leur seule raison d'existence.

L'attaque et toujours l'attaque, telle doit être la devise du socialisme conscient et révolutionnaire.

(Parti d'attaque. — C. BONNIER. *Le Socialiste*, du 13-20 janvier 1901.)

VIII

Paul Grados, un autre fidèle, membre du P. O. F., expose la manière dont sont traités les membres du P. O. F. par les opportunistes. Ils rappellent un peu ce qui se passait pendant la guerre. Écoutons donc Paul Grados qui écrit :

Dans le pays, c'était pis encore. Décidés à cesser ce qui pouvait avoir l'air d'une guerre fratricide, nous allions jusqu'à recevoir leurs « coups de poignard dans le dos » stoïquement, sans ébaucher même une grimace. Eux, par exemple, se gênaient beaucoup moins : au plus timide, au plus respectueux de nos rappels à la doctrine, on les entendait hurler comme des possédés, avec une mauvaise foi véritablement déconcertante. Nous ne pouvions plus demander l'observation loyale de quelque décision prise d'un commun accord, sans être immédiatement inculpés d'assassinat sur la personne de M. Jaurès.

Une pareille situation ne pouvait durer sans mettre en péril l'existence même du Parti socialiste en France.

Ce fut le Parti Ouvrier français qui prit l'initiative de la séparation. Criblé d'outrages, abreuvé de calomnies, avant con-

tre lui toutes les apparences, il accepta résolument les responsabilités d'une rupture nécessaire ; il ne s'inquiéta ni de l'hostilité d'une opinion faussée par les habiles manœuvres de ses ennemis, ni du discrédit passager où pouvait le jeter, devant le socialisme international également trompé, l'accomplissement d'un devoir impérieux. Ce sera son éternel honneur de n'avoir pas douté un seul instant, même dans cette période troublée et incertaine entre toutes, et d'avoir conservé aussi claire, aussi juste, la notion du véritable intérêt des prolétaires organisés en parti de classe et de révolution.

(Paul GRADOS, *Le Socialiste* du 20-27 janvier 1902.)

Et ce furent non seulement des chefs « guesdistes » qui déclaraient la guerre à mort à l'opportunisme « socialiste ». Toutes les organisations du P. O. F. participèrent à la bataille. En voici quelques échantillons que nous pourrions multiplier à l'infini :

La Barbuise (Aube). — Les membres du groupe... répudient toute compromission avec la bourgeoisie gouvernementale.

(*Le Socialiste*, 20-27 janvier 1901.)

Palis (Aube). — « Le Réveil social » a décidé : d'adhérer sans restriction au projet comme étant le seul susceptible d'amener une entente efficace et durable entre toutes les organisations nettement socialistes révolutionnaires antiministérielles, devant aboutir à l'union de tous les socialistes conscients sur le seul terrain qui puisse donner satisfaction aux légitimes revendications du monde du travail, et cela sans aucune compromission réactionnaire, opportuniste et bourgeoise.

(*Le Socialiste*, 20-27 janvier 1901.)

Lyon (Rhône). — L'Agglomération lyonnaise du P. O. F. approuve le projet avec les amendements suivants :

« Parti de révolution et, par conséquent, d'opposition irréductible à l'état bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de la lutte de la classe ouvrière par le seul effet de son action constante au parlement et par une action parallèle au point de vue économique, il ne saurait, en aucune circonstance, soit avec le vote du budget, soit avec la collaboration d'un des siens au

pouvoir bourgeois, fournir aucun moyen pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.

« ...En période électorale comme dans tous les actes quotidiens de la vie socialiste, il ne saurait être jamais question d'une concentration avec nos ennemis au premier tour de scrutin.

« ...L'Agglomération met comme condition *sine qua non* à son adhésion à un Congrès d'unité, le vote par mandat à l'exclusion absolue du vote par tête. »

(*Le Socialiste*, 20-27 janvier 1901.)

D'où vient cette volte-face du marxisme français qui, aujourd'hui, est à la tête de la dissidence, face à l'armée révolutionnaire? On l'explique par le sentiment national très développé chez « les guesdistes » par l'idée de la Patrie. Or, voici quelle fut l'attitude de Paul Lafargue vis-à-vis du problème de la patrie, attitude qui ne fut jamais désavouée par aucun « guesdiste ». Sous le titre : « L'Idée de la Patrie », le véritable théoricien et philosophe du P. O. F. écrit :

« Jaurès qui si pieusement se dévoue, il est vrai sans y réussir, à jeter la confusion dans le socialisme, a consacré plusieurs articles à démontrer que l'internationalisme ouvrier est une pauvre contrefaçon du cosmopolitisme bourgeois, qui s'est manifesté au dix-huitième siècle par la guerre contre le clergé et l'aristocratie, pendant la période révolutionnaire, par la guerre contre les monarchies coalisées pour étouffer la révolution, sous Louis-Philippe, par le projet de constituer les Etats-Unis d'Europe et sous le second empire par la philanthropique Ligue de la Paix, que le premier Congrès de l'Internationale disloqua. Les socialistes reprirent alors la formule socialiste d'avant 48, *les pauvres n'ont pas de patrie*, en la débarrassant de sa bourgeoise phraséologie démocratique et inscrivent sur le drapeau du prolétariat : *Les ouvriers n'ont pas de Patrie*.

L'histoire des évolutions que dans le cours du temps, les phénomènes du milieu économique et social ont imposées à l'idée de patrie peut seule faire comprendre toute la vérité et le sens profond de cet axiome révolutionnaire.

La Patrie, prise dans sa signification la plus générale, est le bien idéal ou matériel, ou matériel et idéal, qui unit les hommes en un groupe qui les soude, pour ainsi dire, en un bloc

contre l'étranger, lequel est toujours l'ennemi, selon la formule de la loi des XII tables de Rome.

La patrie s'est d'abord manifestée sous une forme idéale dans la tribu sauvage, dont tous les membres s'imaginent descendre du même ancêtre et avoir, par conséquent le même sang dans les veines. Alors qu'aucun lien de propriété et de servitude n'emprisonne les hommes, le sang est le ciment des agglomérations humaines. »

P. Lafargue ajoute : Les sauvages et les barbares d'une tribu se considèrent parents, une injure faite à l'un d'eux est ressentie par tous et tous doivent s'armer pour la venger.

Constatant que sous le régime du *cens*, la patrie *politique* se confond avec la *propriété*, le non-propriétaire n'ayant pas le droit de vote, Lafargue continue : « Les ouvriers de la grande industrie, détachés du sol et entassés dans les villes, n'ont pas de patrie, ni dans le sens antique, puisqu'ils sont sans propriété, ni dans le sens féodal, puisque l'employeur de travail ne se reconnaît aucun devoir envers eux, ni dans le sens bourgeois, puisqu'ils ne possèdent pas de marchandises à protéger contre la concurrence étrangère, et que, de la patrie bourgeoise, ils ne connaissent que les charges ; ils fournissent les soldats qui la défendent et élargissent ses marchés coloniaux et la plus grosse partie de son budget de recettes.

« Les ouvriers des deux mondes, qui ne sont unis ni par une descendance commune, ni par la langue, ni par les traditions, sont cependant soudés ensemble par l'exploitation capitaliste, la même sous tous les cieux et dans toutes les patries bourgeoises. L'exploitation capitaliste engendre une nouvelle idée de patrie, plus large que celle rêvée par la papauté du moyen âge, qui embrasse tous les travailleurs sans distinction de races, de nationalités, de langues et de traditions.

« L'union internationale ouvrière, pour exproprier la classe capitaliste du pouvoir politique et du pouvoir économique, est la nouvelle idée de patrie qu'apporte au monde le prolétariat. »

(L'Idée de la Patrie — Paul LAFARGUE, *Le Petit Sou*, 6 janvier 1902.)

La vérité est que « le guesdisme » incarne, dans sa forme la plus pure, la contradiction entre la théorie révolutionnaire et la pratique opportuniste de la II^e Internationale. Le « guesdisme » a subi le même sort que « la II^e » : il fut tué par la guerre qui devait fatalement faire éclater au grand jour la contradiction.

Charles RAPPOPORT.

(A suivre.)

Le Mouvement communiste International

BELGIQUE

LES VICISSITUDES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La Belgique ouvrière continue de donner au monde le spectacle de son inconscience et de sa mollesse. Les derniers Congrès de la Social-Démocratie ont montré qu'il n'y a décidément rien à faire dans la vieille maison où Huysmans, Vandervelde et de Brouckère continuent à officier.

Une fois de plus, les soi-disant mandataires du prolétariat ont décidé la collaboration ministérielle. Une fois de plus, les soi-disant mandataires du prolétariat ont affirmé leur sympathie envers l'Internationale des nationalistes.

En vérité, il y avait bien une opposition. Une fois de plus, Jacquemotte, Massart et leurs amis ont apporté la protestation des « masses révolutionnaires », en attendant le Congrès suivant. Petit jeu oratoire bien inoffensif et qui, à force de se répéter, en devient presque amusant ! Mais il faut croire que, si inoffensif et si amusant soit-il, il incommodait les maîtres de l'heure, car ils décidèrent d'en finir une fois pour toutes avec les mécontents et de rétablir à jamais la discipline troublée. Très démocratiquement, ils convoquèrent donc un congrès secret afin de régler la question.

En vérité, la question était double. Car, s'il y avait des ruades à gauche, il y en avait bien aussi quelque peu à droite. Si, d'une part, Jacquemotte, Massart et consorts attaquaient le dogme sacré de l'union sacrée, d'autre part, Brunet proclamait la nécessité d'une alliance militaire avec la France et de la constitution d'une république rhénane ; Bertrand, Pierard, Mathieu comblaient de leurs confidences les journaux les mieux pensants.

Le Congrès secret se tint donc. Deux motions étaient en présence. L'une — celle du Conseil général — après avoir amicalement réprimandé la droite de ses maladroitesses expansions, menaçait sévèrement la gauche. L'autre — celle de la Fédération bruxelloise — après avoir vigoureusement reproché à la droite ses continuelles trahisons, demandait pour la gauche la liberté de se développer à l'aise. La première montrait à satiété — si

cela était encore nécessaire — que le parti dit ouvrier avait bien résolu de ne plus s'écarter de l'orthodoxie bourgeoise. La seconde montrait — ce qui avait longtemps paru moins certain à beaucoup — que la gauche, en fin de compte, ne sortirait pas de sa politique naïve, hésitante et confuse.

Croyant intimider la majorité, Jacquemotte fit, avant le vote, une déclaration affirmant que si la motion du Conseil général était votée, il se considérerait exclus, lui et ses amis. Naturellement, le Congrès n'en fut pas outre mesure ému. Il vota donc la motion du Conseil général.

Toute une fédération — celle de Bruxelles — des parties importantes de deux autres fédérations, — celles d'Anvers et de Verviers, — avaient cependant appuyé Jacquemotte. Qu'allait-il se passer ? Une scission allait-elle se produire, amputant le parti ouvrier de sa fraction dite révolutionnaire ? En réalité, livrée à elle-même, que ferait cette fraction ? On donnait plusieurs réponses à ces questions. Mais les événements ne les vérifient ni l'une ni l'autre.

En vérité, Jacquemotte est un homme sincère. Et à l'armistice, quand la vie du parti reprit activement, beaucoup mirent quelque espoir en lui. Malheureusement, sa clairvoyance et son audace sont loin d'égaliser sa sincérité. Il se chargea de la démontrer surabondamment, n'apportant dans sa critique de la politique majoritaire qu'une confusion absolue, au demeurant, se bornant en tout et pour tout à cette critique et ne construisant rien. Après l'expérience des derniers mois, il fallait être naïf pour le croire, dans les événements graves qui se présentaient, capable d'une initiative nette. Alors que seule, une action brusque pouvait produire quelques résultats non négligeables, il tergiversa, récrimina, temporisa. En sorte que, pour le moment, la scission du parti ouvrier belge signifie seulement la démission de quelques militants. Au sujet de l'avenir, nul ne sait à quoi s'en tenir, Jacquemotte pas plus que les autres.

Que vont faire les fédérations qui l'ont soutenu dans la question de la discipline. Très vraisemblablement, elle l'abandonneront, en formulant peut-être une protestation vague contre la mesure draconienne du parti. Il recueillera ainsi le fruit de sa politique, hantée du mensonge de l'unité et du préjugé du nombre.

En admettant même, d'ailleurs, — ce qui est extrêmement improbable — que la fraction minoritaire soit, dans son ensemble, décidée à sortir du parti, que se passerait-il ? Cela est assez difficile à prévoir, quand on pense que cette minorité n'a même pas encore su prendre une attitude nette dans la question de

l'Internationale. Au demeurant, prétendrait-elle aller à Moscou, alors que ses principaux articles de foi sont du pur réformisme ?

En résumé, à l'heure actuelle, voilà le bilan de la Social-Démocratie belge : à droite, cynisme et trahison ; à gauche, confusion et imprévoyance.

Heureusement, vis-à-vis de cette masse en décomposition, se dresse désormais le jeune parti communiste. Je dirai prochainement comment, dans des conditions extrêmement dures, il a pu prendre naissance et se développer, jusqu'au II^e Congrès de la III^e Internationale qui l'a définitivement consacré.

Charles PLISNIER.

..

ESPAGNE

La situation politique de notre pays continue d'être fort troublée par la catastrophe européenne, encore que ce soit pour d'autres causes que celles de France. L'Espagne, pays neutre, a vendu, six années durant, plus qu'elle n'achetait au dehors : des tissus, des harnais et chaussures, du fer, des produits chimiques, des transports maritimes. La Banque d'Etat a triplé son encaisse or ; quelques centaines de sociétés ou de capitalistes, à Bilbao, Barcelone, Sabadell, ont encaissé des centaines de millions. L'abondance de cette marchandise qu'est la monnaie a déprécié celle-ci ; le prix de la vie est monté de 150 0/0. Le niveau des salaires, déjà insuffisant en 1914, n'a plus suffi à soutenir nos familles, souvent chargées d'enfants. D'où des grèves répétées qui ont à peine réussi à augmenter le salaire de 100 0/0, c'est-à-dire moins que le renchérissement signalé plus haut.

Pour cette lutte de vie ou de mort, notre prolétariat dispose de trois organismes : le Parti Ouvrier Socialiste, hypnotisé et désarmé durant toute la guerre par son alliance ancienne avec les phraseurs républicains et par ses illusions sur les intentions libérales et pacifistes des Alliés (illusions aujourd'hui disparues, hélas !). Il a eu, successivement et sans efficacité pour la classe ouvrière, deux, puis six, et maintenant quatre députés dans notre Parlement-fantôme, fermé la plupart du temps, dissous tous les ans, déconsidéré toujours, impuissant. Le P. O. S. est d'autant moins écouté et influent dans ce milieu malsain que son Comité directeur est imprégné des méthodes de feu la II^e Internationale : recours aux Pouvoirs publics, appels à la démocratie réformisme moléculaire, visites à MM. les Ministres.

C'est une « opposition de Sa Majesté » l'Union Générale des Travailleurs, composée des mêmes hommes que le P. O. S. et encore plus réformiste avec ses leaders Caballero et Barrio. Ses forces sont surtout dans les mineurs des Asturies, à Bilbao et Madrid, la Confédération Nationale du Travail, puissante en Catalogne et basée sur le syndicalisme de votre C. G. T. de 1910, inspirée de Griffuelhe et Labriola. Elle a installé, surtout à Barcelone, le plus grand centre textile et industriel de l'Espagne, une organisation puissante, avec délégués d'ateliers et Fédérations par industries, comptant 100.000 affiliés à Barcelone et presque autant aux environs. Mais elle est, depuis deux ans, pourchassée féroce par les Pouvoirs civil et militaire qui, malheureusement, profitent auprès de l'opinion publique de la réprobation soulevée par de nombreux attentats commis par des anarchistes contre plus de 100 patrons, directeurs ou ouvriers jaunes. Une telle méthode, à laquelle les leaders de la C. N. T., comme Seguí ou Pestana, sont étrangers, outre son immoralité (ce sont des condamnations sans jugement) est imbécille, puisqu'elle provoque les excès de la répression qui, depuis deux ans, pourchasse tous les syndicats, interdit réunions et cotisations, emprisonne, déporte aux Baléares et en Guinée.

Cette confusion pourrait cesser par le regroupement des énergies ouvrières autour d'un parti communiste qui unirait les syndicalistes, partisans de l'organisation au lieu des coups de revolver, avec les très nombreux camarades du Parti Ouvrier et de l'Union des Travailleurs, lassés par le piétinement et le réformisme (qui ne réforme rien) et attirés par le grand exemple russe.

C'est la pensée de nombreux syndicalistes catalans, des Jeunes socialistes de Madrid et des Asturies, ainsi que des collaborateurs (Toralba, Nuñez Arenas) de la revue hebdomadaire *La Internacional*.

Déjà, quelques jeunes mécontents d'Iglesias, Caballero, Fabra Ribas, Besteiro, qui s'opposent à l'adhésion à la III^e Internationale, ont fondé, il y a six mois, un Parti Communiste. Si le vieux Parti ne veut pas évoluer, reprendre les allures du vrai socialisme marxiste et lutte de classe, les camarades de *La Internacional* et le secrétaire du P. O. S., le cheminot Anguiano, qui revient de Russie, devront aussi rompre ou abdiquer, faire faillite.

A. DOMINGO.

DOCUMENTS

Résolution des communistes unitaires en Italie

Les socialistes-communistes unitaires, réunis en conférence à Florence les 20 et 21 novembre 1920, rappellent :

1^o Que le parti socialiste italien, grâce à son organisation politique et économique, n'est pas seulement le plus robuste et le plus compact des partis politiques en Italie, mais a déjà conquis un pouvoir politique effectif, qui réside dans les organes variés et multiples de son activité constante. Il est donc le seul qui puisse assurer au prolétariat la destruction du régime bourgeois et la reconstruction et l'organisation communiste ;

2^o Que le P.S.I. s'est opposé unanimement, par tous ses organes et dans toutes ses tendances, à la guerre bourgeoise, de telle sorte que pas un de ses militants n'en a partagé la responsabilité ; qu'il a même, durant le conflit mondial, dans les conférences de Lugano, Zimmerwald et Kienthal, commencé l'œuvre de reconstruction de l'Internationale, en accord avec les fractions les plus hardies, mais exigües des autres pays ;

3^o Que, après le Congrès de Reggio de 1912 (expulsion des réformistes) et le Congrès d'Ancône de 1914 (expulsion des francs-maçons), la tendance révolutionnaire et absolument intransigeante a dominé sans contrôle dans notre parti, entraînant derrière elle les fractions de droite et les organisations syndicales confédérées, subordonnant les premières par une sévère discipline, les autres par un clair pacte d'alliance ;

4^o Que les conquêtes économiques et politiques de ces derniers temps, déterminées par des conditions et des pénalités contingentes, ont clairement et incontestablement pris le caractère de simples moyens en vue des suprêmes conquêtes communistes ; proclamant la nécessité, pour notre parti, de conserver son unité compacte dans le but d'arriver plus rapidement à l'issue révolutionnaire de notre action.

En ce qui concerne les rapports avec la III^e Internationale Communiste de Moscou, rappellent :

1° Que le P.S.I. a adhéré le premier à la III^e Internationale, dans laquelle il est entré, enseignes déployées ;

2° Qu'il a valeureusement protégé et défendu vis-à-vis de l'Etat bourgeois la révolution russe, portant vers elle tous ses espoirs et lui consacrant le meilleur de son énergie ;

3° Que, immédiatement après la guerre, le P.S.I. a éprouvé spontanément le besoin de modifier son statut en votant au Congrès de Bologne une motion qui acceptait les critères directeurs de la nouvelle Internationale, conformes, du reste, à ceux qui inspirent le manifeste des communistes, c'est-à-dire la dictature du prolétariat avec la nécessité de la violence, l'opposition entre les institutions communistes et les institutions communistes et les institutions démocratiques, conformément aux moyens et aux fins de la III^e Internationale ;

Déclarent en conséquence qu'après le second Congrès de la III^e Internationale ils acceptent les 21 points de Moscou, en y ajoutant le 22^e sur l'exclusion des francs-maçons de la III^e Internationale.

Finalement, quant à l'interprétation des 21 points et aux conséquences pratiques qui en dérivent, affirment :

1° Qu'ils entendent que les 21 points soient interprétés et appliqués selon les conditions locales et historiques de notre parti, comme du reste le Comité exécutif de Moscou l'admet et le fait pour d'autres pays, après entente avec ledit C. E. ;

2° Que le concept de patrie et tous les buts nationaux sont désormais surpassés dans la conception et dans les buts de la III^e Internationale, et que l'on ne peut retourner en arrière sans porter préjudice à l'intérêt de la lutte de classe et du prolétariat ;

3° Que les rapports entre les organismes de la III^e Internationale doivent être ouverts et francs et doivent avoir lieu entre des organismes responsables, sans diplomatie secrète ;

4° Que tout moyen de conquête peut être adopté dans les limites de l'intransigeance de classe la plus absolue et pourvu qu'il vise à la révolution communiste, en vue de laquelle le Parti a besoin de compléter son action politique par l'action économique des organisations syndicales.

Et ils proposent :

1° Que le P.S.I. soit renforcé par une concentration plus grande, de sorte que chacun de ses membres et chacun de ses organes subordonne son activité à la loi de l'intérêt général

et du résultat intégral, et cela même pour ce qui se rapporte au contrôle de l'activité déployée dans le domaine intellectuel et dans celui de la propagande ;

2° Vis-à-vis des organisations de résistance et des organisations économiques, il faut que la pensée et l'action de caractère politique s'assurent la prééminence sur tous les motifs contingents et syndicaux, et qu'il y ait subordination parfaite des organismes centraux du mouvement économique et syndical au parti politique ;

3° Que l'on s'occupe de la préparation légale et illégale, soit pour organiser les moyens d'éducation et de mise en train et les instruments de conquête révolutionnaire, soit pour fonder les organes de substitution ;

Que le P.S.I. prenne le nom de « Parti Socialiste Communiste italien (Section de la III^e Internationale Communiste) ».

ERRATA

Dans l'article de Jacques Mesnil, sur le *Procès de l'Assassin de Jaurès*, paru dans le dernier numéro, il faut corriger les erreurs typographiques suivantes :

- P. 312, l. 5 *au lieu de* : de points, *lire* : des points.
 P. 319, l. 21 *au lieu de* : qu'inquiétait, *lire* : qui inquiétait.
 P. 321, l. 15 *au lieu de* : doit, *lire* : ait.
 P. 324, l. 24 *au lieu de* : du procès, *lire* : au procès.
 P. 329, l. 21 *au lieu de* : forcément, *lire* : fermement.
 P. 329, dernière ligne, *au lieu de* : Passelecs, *lire* : Passelecq.

A la page 428, supprimer les lignes 15 et 16 et lire :
 néve. Aux yeux du prolétariat international, le parallèle s'établit

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la Sté M^{me} d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste
 paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

Comunismo

esce il 1° ed il 15 di ogni mese
 direttore G. M. Serrati
 Milano. — Vio S. Damiano 16.

Il Soviet

organo della Frazione comunista
 astensionista del Partito
 Socialista Italiano
 Napoli, Borgo S. Antonio 221.

L'Ordine Nuovo

setti manale socialista
 Torino. — Via XX Settembre 19.

Le Phare

Education et Documentation
 Socialistes
 Directeur : Jules Humbert-Droz
 P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds
 (Suisse)

Lupta de Clasa

paraît le 1 et le 16
 Bucarest, Strada S. Onică, 12.

Russische Korrespondenz

West-Europäisches Unter-
 Sekretariat der K. I., Berlin.

Die Internationale

Gegründet von Rosa Luxemburg u.
 Franz Mehring

Zentrale der Kommunistischen
 Partei Deutschlands. — Berlin.

**Kommunistische Räte
Korrespondenz**

Herausgeber Die Zentrale der
 Kommunistischen Partei
 Deutschlands. — Berlin.

Jugend-Internationale

Kampfororgan der Kommunistischen
 Jugend-Internationale
 Berlin, Stralauerstrasse 12.

Kommunismus

Kommunistische Zeitschrift für die
 Länder Südosteuropas.
 Wien, VIII, Alserstrasse 69.

Novoie Vremia

Revue du parti communiste bulgare
 Sofia. — Narodn Dom.

